La Pologne d'Hier et de Demain

DU MÊME AUTEUR

Les Forces Sociales de la Pologne. (*Sous presse.*)

1001

La Pologne d'Hier et de Demain

PAR

STANISLAS POSNER

INTRODUCTION

de

Georges RENARD

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1916

INTRODUCTION

Un crime pèse depuis cent cinquante ans sur la conscience et le destin de l'Europe : l'étouffement d'un peuple, le dépècement de la Pologne.

Depuis lors la question polonaise est le cancer du vieux monde européen. On a eu beau, pour guérir le mal rongeur, pratiquer tantôt les médecines émollientes, tantôt les opérations sanglantes; il renaît, il repousse, il trouble, il empoisonne le corps entier, solidaire malgré lui du membre ainsi atrophié.

Non seulement les nations voisines et lointaines sont agitées périodiquement par les soubresauts et les spasmes de leur sœur qui ne veut pas mourir; mais elles sont blessées dans les profondeurs de leur être intime par le spectacle corrupteur de l'iniquité triomphante et de la faiblesse victime de la violence.

Vainement se bouchent-elles les oreilles pour ne pas entendre les gémissements du peuple-martyr. Ses cris d'agonie ou de révolte, les plaintes douloureuses de ses poètes, de ses romanciers, de ses musiciens percent portes

et murailles, pénètrent jusqu'aux cœurs les plus durs et les plus fermées.

— N'achèvera-t-elle jamais de mourir? ont dit des adversaires féroces. — Non, la Pologne n'est pas morte et ne mourra pas. La voici qui pour arracher sa terre aux empiètements de la Prusse résolue à l'exproprier lui a fait, ces années dernières, ce qu'on peut appeler une guerre de sapes et de tranchées, a défendu pied à pied le sol de la patrie, a repris un à un les morceaux qu'on lui arrachait. Ses paysans, partis pour gagner leur pain en Allemagne, en France, en Amérique, ont racheté de leur travail, c'est-à-dire de leur sueur et de leur sang, les champs dont on voulait les expulser.

Et s'il est vrai qu'une volonté commune de vivre ensemble autant que la communauté de longs souvenirs est le ciment qui lie les hommes et constitue les peuples, on peut dire que jamais la Pologne n'a été plus vivante, tant les trois tronçons qui la composent aspirent ardemment à se rejoindre.

Oh! certes son calvaire actuel est lamentable. Prises et reprises par les belligérants, ses villes et ses campagnes sont pillées, ravagées; ses fils combattent les uns contre les autres, condamnés au fratricide, enrégimentés dans des armées opposées; les familles qui sont restées dans le pays y meurent de misère et de faim; celles qui se sont enfuies errent, millions d'exilés sans foyer, sur les routes de la Russie et de la Sibérie.

Pourtant jamais l'espoir, jamais la chance d'une pleine résurrection n'ont été pour la Pologne aussi grands qu'aujourd'hui. La guerre qui se poursuit contre le militarisme allemand a pour les alliés une signification précise; c'est une

guerre libératrice. Le droit de tout peuple à vivre selon ses aspirations a été proclamé solennellement, et par qui? Par MM. Asquith et Briand, par le premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et par celui de la République française. — Nous luttons pour l'indépendance des petites nations, — ont-ils dit l'un et l'autre.

. . . .

. . . . . . *(Supprimé par la Censure.)* . . . . . .

. . . .

. . . .

Honneur à ceux qui dans les sphères officielles ont eu le courage de déployer le drapeau du droit et d'annoncer les réparations nécessaires! Nous pouvons après eux formuler le désir que couvent au fond d'eux-mêmes les enfants et les amis de la Pologne.

Rêve, si l'on veut! Mais qu'on ne médise pas du rêve! Le moment serait mal choisi. Nous avons pu juger à l'épreuve les méfaits de la *Real-politik* à la Bismarck. Nous savons quelles injustices, quelles promesses de souffrances, quelles semences de guerre peuvent contenir les calculs mesquins de ces soi-disant sages, qui, par peur des solutions franches et nettes, par mépris de tout idéal, rabaissent le règlement des affaires humaines à un simple jeu d'intérêts, d'intrigues et d'expédients.

Le rêve n'est pas seulement la consolation des affligés. Le rêve, qu'on le veuille ou non, est une force. Le rêve est l'avant-coureur, mieux encore, le créateur de l'avenir; il dessine, il prépare, il ébauche ce qui peut s'accomplir un jour. Durant combien d'années son émancipation et son unité ne furent pour l'Italie qu'un rêve perdu dans la brume! Laissez-moi

donc vous dire ce que rêvent bien des gens qui n'osent pas toujours dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas.

*
* *

Les trois fragments, qui furent séparés à coups de hache, seront réunis. Vive alors la Pologne, désormais libre et indivisible! Les Polonais, instruits par leurs malheurs, sauront s'entendre, s'organiser, s'imposer une discipline volontaire, accorder à tous les dissidents qui sont parmi eux la liberté religieuse qu'ils ont si longtemps réclamée pour eux-mêmes. Ils se rappelleront que patriotisme signifie solidarité; ils n'admettront plus d'inégalités entre nobles, bourgeois, paysans; ils lieront toutes les classes en un faisceau solide.

Ils se seront détachés de l'Autriche, puissance vermoulue qui tombe en poussière, mosaïque d'États qui se disjoignent et vont reprendre chacun sa vie individuelle.

Ils auront repoussé les avances tardives, intéressées et fallacieuses de la Prusse, qui fut l'instigatrice de leur ruine avant d'être leur persécutrice acharnée et qui vient de prouver, par la façon dont elle a traité la Belgique, comment elle comprend le respect des petites nations.

Ils se seront rapprochés de la Russie; car, parmi leurs voisins, c'est encore chez elle qu'ils ont rencontré le plus de sympathie dans le peuple et dans quelques-uns de ses chefs. Ne leur a-t-elle pas, dès le début de la guerre, promis l'autonomie? N'a-t-elle pas tiré l'épée pour défendre la Serbie, leur compagne d'infortune? Et puis, malgré tout, n'a-t-elle pas avec eux une fraternité de race? N'est-elle pas Slave comme eux?

Il y a bien, je le sais, entre eux et la Russie un levain de vieilles haines. Mais qui donc, fidèle aux enseignements du Christ, le grand maître du pardon, leur a prêché l'oubli des offenses et la réconciliation? C'est un grand patriote et un grand poète polonais, Adam Mickiewicz; c'est lui qui, voici déjà trois quarts de siècle, en plein Collège de France, faisait le sublime effort de crier à ses concitoyens : — Immolez vos rancunes! Accomplissez ce miracle de mansuétude! Tendez la main aux descendants de ceux qui vous ont frappés!

Puis c'est son fils Ladislas qui m'écrit à son tour : La France a bataillé des siècles avec l'Angleterre. Les Pays-Bas ont été âprement torturés sur l'ordre du roi d'Espagne. Mais « quel est le Belge qui fait froide mine à un Espagnol à cause des cruautés du duc d'Albe? Quel est le Français qui déteste l'Anglais à cause de la guerre de Cent ans? »

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . . *(Supprimé par la Censure.)* . . . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Voyez-vous comme la Russie jouirait aussitôt d'une autorité morale singulièrement accrue; comme elle aurait conquis sa place au premier rang des nations civilisées; comme elle se serait assuré le respect et l'admiration de l'Angleterre, qui laisse à ses colonies une si large autonomie; de la France, coutumière et amie des décisions généreuses; de l'Italie, qui n'a pas oublié ce que souffre un peuple mis vivant au tombeau; des États-Unis, où tant de Polonais attendent, enfants sans mère, le bonheur de retrouver une patrie; de tous les petits États qui salueraient ce geste comme une garantie de sécurité?

Et n'imaginez pas que sa puissance en serait diminuée! Quel rempart elle aurait dès lors contre l'infiltration germanique! Je vois entre elle et l'Allemagne envahissante toute une rangée d'États Slaves, ... se gouvernant eux-mêmes sous sa protection et lui servant d'avant-garde et de barrière contre les revanches possibles.

En vérité un acte aussi rare, aussi libéral, aussi intelligemment politique serait digne du Souverain qui a fait une fois déjà tressaillir de joie l'Europe entière en la conviant à organiser la paix, qui ensuite d'un trait de plume a supprimé ce terrible ennemi de son peuple, l'alcoolisme. Puisse-t-il, en dépit des conseillers timides et des bureaucrates désireux de garder un plantureux champ d'exploitation, n'écouter que son cœur et sa conscience et devenir le restaurateur de la Pologne! C'est une gloire peu commune que de faire renaître une nation.

Voilà le rêve que caressent avec moi ceux qui aiment la Pologne et la Russie! Est-il aussi chimérique qu'il peut paraître? Ne pourrait-il se changer en réalité? Qu'on me dise en tout cas quelle est la solution bâtarde qui le vaudrait.

*
* *

Est-il besoin de prouver la tenace vitalité du peuple polonais? Y a-t-il quelqu'un à qui ne suffise pas de l'entendre soupirer : — Je souffre, donc j'existe? — Je le renvoie au livre à qui ces lignes ont l'honneur de servir de préface.

L'auteur, M. Stanislas Posner, est un de ces patriotes polonais qui se sont, de génération en génération, passé le flambeau de vie et d'espérance. Neveu d'un garibaldien, publiciste, ancien directeur d'une revue de Varsovie, historien et sociologue qui a écrit, entre autres choses, sur la Déclaration des droits de l'homme et sur l'Alsace-Lorraine, qui a traduit aussi l'histoire du *Risorgimento* italien par Pietro Orsi, il a pendant vingt ans dépensé ses forces et son talent pour deux grandes causes qu'il n'a jamais séparées dans son affection : la renaissance de la patrie, l'amélioration du sort des paysans et des ouvriers.

Attiré vers Paris, la cité idéaliste où les aspirations vers la justice ne cessent jamais de flamber clair ou de couver sous la cendre, il a fait à l'École des Hautes Études Sociales une série de conférences d'où est né le présent volume.

Je pourrais dire qu'il nous y révèle une Pologne inconnue. Sans doute on sait, mais on oublie souvent, que ce malheureux pays, tel le mouton substitué au fils d'Abraham, fut la victime innocente qui détourna sur elle les coups de la coalition formée contre la France républicaine de 1792. On connaît également, du moins dans leurs traits généraux, les insurrections qui l'ont à mainte reprise couverte de sang et de ruines.

Mais si quelque étude française, comme celle de

M. H. Moysset[1], nous a retracé l'obstination victorieuse avec laquelle les habitants de la Posnanie se sont cramponnés au sol pour n'y point laisser pénétrer le Prussien détesté, combien de gens ignorent la croissance américaine de ces villes-champignons, qui, comme Lodz dans la Pologne russe, sont devenues en peu d'années des centres industriels de premier ordre; ou encore le mouvement intellectuel si puissant qui a eu pour foyer Cracovie dans la Pologne autrichienne et a tant fait pour sauver de la mort l'âme nationale! Ce qui est surtout frappant dans ces pages, c'est l'effort inlassable de la classe populaire pour maintenir, en sous-œuvre de quelques grandes familles germanisées, la langue, les mœurs, les traditions des vaillants ancêtres qui furent les défenseurs de la chrétienté contre l'invasion turque et les initiateurs de l'Europe orientale à la civilisation de l'Occident.

La conclusion qui se dégage irrésistible de ce volume, c'est que tant de souffrances, tant de luttes, tant de preuves d'énergie patiente et de foi en l'avenir ne sauraient demeurer vaines, et nous osons demander, au nom de la justice et de la pitié, dans l'intérêt même de la stabilité européenne, que — soit avant la fin des hostilités par la bonne volonté de la Russie, soit au futur Congrès de la paix sur les instances des trois puissances occidentales : l'Angleterre, qui fut toujours le refuge inviolé des proscrits, l'Italie et la France, amies fidèles de ces Polonais qui ont cru en elles et combattu pour elles — un acte solennel reconnaisse et garantisse à la Pologne le droit de revivre et de reprendre sa place parmi les nations.

Georges RENARD

Professeur au Collège de France.

1. *L'esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck* (Paris, Alcan, 1911).

AVANT-PROPOS

M. Georges Renard est un ami de la Pologne depuis toujours. Le savant maître, qui, à Lausanne, professa longtemps dans la salle portant le nom d'Adam Mickiewicz, occupe aujourd'hui une chaire à ce Collège de France, où sont encore vivants les souvenirs de Michelet et de Quinet, où Adam Mickiewicz, non seulement enseigna les littératures slaves, mais révéla aussi des vérités éternelles de prophète et d'apôtre; il a bien voulu écrire pour les pages qui suivent une préface contenant des observations pleines de lumière et de bonté. Elles sont beaucoup trop flatteuses pour l'auteur de ce petit volume. Elles sont justes et vraies quant au sujet de ce travail.

Au commencement de la guerre l'École des Hautes Études Sociales voulut bien répondre au désir de mon infatigable ami M. Zygmunt Zaleski, et ouvrit largement ses portes hospitalières à la Question Polonaise. Je saisis l'occasion de remercier Mlle Dick-May, qui patronna généreusement nos efforts répétés.

Remaniées et élargies les conférences faites à la maison de la rue de la Sorbonne s'adressent aujourd'hui à un

public plus nombreux. L'auteur se propose de démontrer que la Pologne doit revivre, non pour des raisons sentimentales, mais parce que la nature des choses le demande impérieusement depuis un siècle. La Pologne est aujourd'hui, comme elle l'était il y a cent cinquante ans, une et indivisible. Non pas seulement parce que les Polonais le veulent et le désirent, mais parce que des conditions nécessaires de géographie et d'histoire la prédestinent à reprendre sa vie autonome dans le concert européen. Elle a son propre territoire, dont personne n'a su ni n'a pu faire quoique ce soit de bon et de raisonnable. Elle a sa tradition nationale. Elle a son peuple laborieux, fécond, plein de talent et d'initiative, peuple jeune encore, curieux et apte aux progrès du monde. Un siècle de malheurs a consolidé les éléments démographiques de la Pologne, décuplé les forces de la résistance et éveillé des sentiments de civisme et de véritable grandeur. Occupée par les armées allemandes au mois d'août 1915, affamée, ayant la fleur de sa jeunesse sur tous les fronts de cette terrible guerre, Varsovie n'a eu qu'une pensée : amasser deux millions de roubles pour organiser l'instruction obligatoire dans la capitale et dans le pays !

* * *

L'Abbé Lamennais avait dit dans son HYMNE A LA POLOGNE *une parole prophétique :* Dors, o ma Pologne, dors dans ce qu'ils appellent ta tombe. Moi, je sais que c'est ton berceau... *C'était plus qu'une prophétie, c'était une vérité. On peut la constater à chaque page de notre étude. Les luttes pour la liberté remplissent en Pologne le dix-*

neuvième siècle tout entier. Elles s'achèvent toujours dans la défaite. En 1831, en 1846, en 1863, en 1906 —, les rêves de la nation s'envolent toujours sur les ailes de la Niké de Marathon pour se terminer, comme à Chéronnée, dans le désastre. L'insurrection de 1830 fut une révolution de soldats, de nobles, de littérateurs. On peut en dire autant de celle de Galicie, en 1846. Mais en 1863 entre en jeu un nouvel élément. Il est fourni par la ville. Le soulèvement de 1863 est la révolution de la petite noblesse, de la bourgeoisie, de l'artisan de Varsovie. Ce fut plus qu'une floraison de lys épanouie sur la tombe de 1830. C'était un nouveau type social qui apparaissait sur cette tombe. C'était la démocratie qui annonçait la venue des temps nouveaux. Lamennais avait donc raison : ce n'était pas la tombe, c'était un berceau.

La tombe s'est encore refermée. On l'a scellée d'une triple dalle funéraire. On s'est acharné à éloigner le paysan du reste de la nation, à faire de lui un ennemi de cette nation qu'on s'ingénie à présenter au monde civilisé comme un assemblage de semeurs de troubles et d'éternels agités qui seraient toujours pour l'Europe une source de soucis et de tourments. Cependant la Pologne a suivi dans son développement l'évolution générale, elle possède de grands centres industriels et une classe ouvrière. Et voilà qu'éclate soudain un nouveau miracle. La dalle funéraire est descellée en 1904 et 1905 par les mains du paysan et de l'ouvrier, qui se dressent comme des géants sur la tombe de la patrie. Le paysan à la campagne, l'ouvrier dans la ville, réclament la libération du pays. Les paysans, ces illettrés, exigent le rétablissement de la langue polonaise à

l'école et dans l'administration. L'ouvrier des villes impose ses revendications de travailleur, les mêmes partout, en Pologne comme en France, mais en même temps, il veut une Pologne libre et indépendante. Il lui faut pour sa patrie une propre vie politique. En un mot, il se sent Polonais. Voilà la prophétie de Lamennais accomplie : encore une fois ce n'était pas une tombe, c'était une résurrection.

* * *

Le lecteur français, qui n'a jamais cessé d'aimer la Pologne, qui était avec elle en 1830, en 1848, en 1863, ami de tous les jours, compatissant à ses malheurs, demandant sa résurrection, ne se lassera pas à suivre les pages un peu trop arides de ce volume. Nous ne faisons pas appel à sa pitié, mais à son intelligence. Nous voulons démontrer une vérité. Nous présentons des preuves, des dates et des statistiques parfois restées inconnues à l'étranger.

Un lecteur assidu et fidèle voudra s'instruire davantage. C'est pour lui que nous avons réuni à la fin du volume une bibliographie qui lui servira de guide dans ses études. Il trouvera d'autres indications dans une deuxième série d'études que nous préparons sur les Forces Sociales de la Pologne.

Toutes ces études ne démontrent qu'une simple vérité émise il y a cent ans par un homme d'État polonais éminent :

UNE GRANDE NATION PEUT TOMBER

SEULE UNE NATION AVILIE PEUT DISPARAÎTRE.

La Pologne n'a pas disparu. Elle vit!

Quod felix faustum que sit!

S. P.

LA POLOGNE D'HIER ET DE DEMAIN

« L'attachement invincible des Polonais pour leur Patrie fait qu'ils tendront éternellement à se réunir et à reconquérir une existence nationale. Cette volonté qui ne cesse d'agir et qui ne se décourage jamais, et les circonstances actuelles, semblent conduire nécessairement à une réintégration de la Pologne, dont le partage fut la première source de toutes les calamités qui depuis ont assailli l'Europe. »

*Le prince Czartoryski dans une lettre adressée à l'empereur Alexandre Ier, le 4 juin 1812, publiée par le Grand-Duc Nicolas Mikhaylovitch (*Alexandre Ier, *Pétrograd, 1913, p. 366).*

« Bien que les Polonais soient actuellement réduits à l'esclavage, on n'a pas réussi à asservir leur esprit. Séparés par des frontières politiques, il les tiennent pour arbitraires et illusoires. Se considérant toujours comme formant une seule nation, ils ne constituent de ce fait qu'un seul tout. »

*Lord Brougham, 1839 (*Works *VIII, 146).*

I

L'Autonomie économique de la Pologne.

« L'histoire d'un peuple est inséparable de la contrée qu'il habite. On ne peut se représenter le peuple grec ailleurs qu'autour des mers helléniques, le Français ailleurs qu'en France, l'Anglais ailleurs que dans son île. »

La Pologne est-elle une personne, dans le sens pro-

fond de Michelet parlant de la personnalité de son grand pays de France?

Une individualité géographique ne résulte pas de simples considérations de géologie et de climat. Ce n'est pas une chose donnée d'avance par la nature. « Il faut partir de cette idée, nous dit M. Vidal de la Blache, qu'une contrée est un réservoir où dorment des énergies dont la nature a déposé le germe, mais dont l'emploi dépend de l'homme. C'est lui qui, en la pliant à son usage, met en lumière son individualité. Il établit une connexion entre des traits épars; aux effets incohérents de circonstances locales, il substitue un concours systématique des formes.

C'est alors qu'une contrée se précise et se différencie, et qu'elle devient à la longue comme une médaille frappée à l'effigie d'un peuple. »

La situation géographique détermine le caractère de l'activité des peuples, de leur vie sociale. Avec la construction géologique du sol varient les ressources dont ils disposent pour leur subsistance, leur habitation, leurs outils, en un mot pour leur activité économique.

Au moment où éclata la guerre « la Pologne » se composait de trois parties. Ces trois tronçons de l'ancienne République Polonaise étaient séparés par des douanes, éloignés de la mer. Les contacts extérieurs et l'échange économique avec l'Europe Occidentale ne se faisaient que par quelques voies ferrées et par le seul cours d'eau qui se jette dans la mer, par la Vistule.

Dans ces trois tronçons il y avait des législations différentes, des structures politiques différentes.

Néanmoins, nous prétendons que la Pologne est UNE. Le crime des partages a été commis non seulement contre le peuple polonais, mais contre la loi de la nature, contre la géologie, contre la géographie.

Voilà pourquoi la question est restée ouverte pendant cent cinquante ans. Les trois tronçons réunis, la Pologne reprendra sa vie propre, qui n'aura été qu'interrompue.

Le Pays s'appelle la Pologne, *Polonia* en latin, *Polska* en Polonais, ce qui veut dire, le pays des plaines *(pole-plaine)*. Cette dénomination comporte l'idée d'une contrée sans limites. La situation de la Pologne en Europe est une situation centrale[1]. Les lignes que vous tracez, en allant du Portugal aux monts Ourals et de l'île de Crête au Cap Nord, s'entrecroisent dans la plaine polonaise. *Pays central et sans limites*, la Pologne est aussi un pays de passage de l'ouest à l'est, du nord au sud. De l'ouest à l'est, la route est libre de la plaine germanique vers la plaine sarmate; ainsi la Belgique entre la France et la Germanie. La situation géographique a déterminé dans les deux pays des phénomènes historiques analogues : l'une et l'autre furent les champs de batailles des races, comme en témoignent Waterloo et Grunwald.

1. Comp. Nalkovski, art. *Polska* dans le *Dictionnaire Géographique de Pologne*. Tome VIII.

Au nord, la frontière de la Pologne est nettement définie par les bords de la Baltique, au sud, par les bornes granitiques des Karpathes. A l'ouest elle s'avance jusqu'à l'Oder, fleuve dont Frédéric Barbarousse disait déjà : *Poloniam velut murus ambit* (il contourne la Pologne comme un mur). Actuellement encore, la rive droite de l'Oder est appelée par les riverains, rive *polonaise*.

Vers l'est, nous ne rencontrons pas de frontière aussi nette, à moins que nous ne considérions comme telle la mer Noire, le Dniéper qui y déverse ses eaux, la Dvina, en un mot la ligne qui, selon le vieux Nestor, constituait « la grande voie fluviale conduisant du pays des Varègues en Grèce ». Cette ligne n'est pas fermée ou du moins ne l'est qu'artificiellement, par le système des canaux de la Beresina.

Voilà le cadre de notre pays, du pays dont le poète a dit : l'aigle polonais s'est posé sur la cime des Carpathes et étendit une aile jusqu'à la Baltique, tandis que l'autre atteignait la mer Noire.

De ces indications géographiques, on pourrait presque déduire *à priori* l'histoire du pays. Située à la limite de l'Orient, la Pologne défendait contre lui l'Occident. Elle formait l'équivalent du mur de Chine, du fossé de Trajan. Au point de vue politique, elle était comme un isthme, une digue, contre laquelle venaient se briser, d'un côté les vagues des peuples d'Orient, tendant à se répandre en Occident, de l'autre, refoulée par l'Atlan-

tique, la marée montante des peuples germaniques. La défense de deux fronts découverts absorbait à un tel point les forces de la nation, que celle-ci ne put conserver ses frontières maritimes naturelles du Sud et du Nord. Au Nord, l'accès de la mer était rendu difficile par une ligne de lacs, jalonnant une contrée boisée et marécageuse qu'habitaient les tribus guerrières lithuaniennes. (Ce fut cet obstacle qui décida de l'appel au secours des Chevaliers teutoniques). La pression germanique se faisait ici beaucoup plus sensible, l'aile gauche de l'envahisseur étant protégée par la Baltique, qui lui assurait en même temps la communication maritime. De ce même côté, le pays était particulièrement menacé par la Suède.

Quant à la frontière maritime du Sud, une longue bande de steppes empêcha la Pologne de conserver les rivages de la mer, sur lesquels venaient s'établir des peuples errants d'Asie : Turcs, Tartares. Un auteur polonais du XVIe siècle écrivait déjà : « de tous côtés s'ouvrent chez nous, devant l'ennemi, d'excellentes et vastes voies d'accès. La cavalerie turque peut y opérer à son gré. Les armées ennemies peuvent se porter en avant, se replier, foncer, s'élancer, emmener des prisonniers, emporter un gros butin. Nous n'avons, nous, d'autres moyens de défense que nos bras et nos cœurs. Ce sont là nos montagnes et nos eaux, nos châteaux forts et nos remparts ».

Non loin des sources de la Vistule, le sous-sol polo-

nais recèle des trésors incalculables, qui pourront servir à édifier la richesse et la force du pays, et à le transformer en l'une des contrées les plus prospères de l'Europe. Ce sont notamment des couches de *houille*[1] s'étendant sur un espace de cinq mille six cent kilomètres carrés (dont la moitié appartient à la Prusse), et partagées artificiellement entre trois États, qui les exploitent chacun d'une manière différente. Les gisements de houille ont trois cents mètres d'épaisseur et peuvent être exploités jusqu'à une profondeur de 170 mètres. En 1908, les ressources en charbon de toute la Pologne ont été évaluées à cent milliards de tonnes. Ces gisements comptent parmi les plus grands bassins houilliers du monde et donnent un charbon de qualité tout à fait supérieure. Bien que l'extraction ne représente actuellement que 0,05 p. 100 des réserves houillères du sous-sol, elle se monte déjà à cinquante-deux millions de tonnes, soit à un total supérieur d'un quart à la production annuelle de la France. Si ce chiffre s'élevait à 0,25 p. 100, il égalerait l'exploitation annuelle de l'Allemagne. La Haute-Silésie possède cinquante-six mines en exploitation, occupant 90 mille ouvriers. Ces mines appartiennent aux Allemands. Dans le Royaume de Pologne, les mines sont pour la plupart la propriété de sociétés anonymes fondées avec des capitaux étrangers : français, américains, allemands, russes, polonais aussi. Le bénéfice net de l'exploitation de ces

1. Couches de fer, acier, zinc, plomb.

mines (elles sont 26 et occupent vingt mille ouvriers), a été pour les huit années dernières de cinquante millions de roubles. La houille forme la base du développement industriel d'un pays, mais c'est *l'industrie du fer*, qui donne la mesure du développement industriel d'un pays. Les ressources totales en fer du territoire du Royaume sont évaluées à 20 milliards de francs. En 1909, on a extrait 7 millions et demi de pouds; on a fondu 26 millions de pouds. Les usines polonaises transforment en effet en grande quantité du minerai de fer fourni par la Russie méridionale. Par contre, le Royaume de Pologne approvisionne en zinc la Russie à l'exclusion de tout autre fournisseur. On exploitait déjà les mines de zinc d'Olkusz au XVIe siècle. La calamine polonaise était connue au XVIe et XVIIIe siècle, sur tous les marchés du monde. Actuellement la Pologne en produit 100.000 tonnes par an. Le plomb se trouve dans la même région. Jusqu'à une date récente, la Haute-Silésie était le principal producteur du zinc. Elle en fournissait 208.000 tonnes, c'est-à-dire presque autant que tous les autres pays d'Europe réunis. Seuls les États-Unis ont une production supérieure : 226.000 tonnes.

Récente est l'industrie *du pétrole*, exploité chez nous par des cartels étrangers. Outre l'huile d'éclairage, le pétrole brut fournit la benzine, la parafine, la vaseline. On l'emploie également comme combustible pour les mines et les chemins de fer. C'est en Galicie que se

trouvent les puits pétrolifères polonais. On commence à parler d'eux au XVIIIe siècle. Les premiers essais furent faits en 1810. Deux pharmaciens de Lvow ont trouvé, en 1853, un procédé de distillation des carbures de pétrole, et en 1856 le pétrole fut employé pour la première fois, pour l'éclairage de l'hôpital municipal de la capitale de Galicie. D'éminents savants polonais, Zuber, Grzybowski, Szajnocha, Dunikowski, tous professeurs aux Universités de Cracovie et de Lvow, sont connus dans le monde entier par leurs travaux sur l'industrie pétrolifère. Les champs de pétrole s'étendent en Galicie, depuis la vallée du Dounajetz jusqu'à la Bukovine, sur une longueur de 400 kilomètres. En 1907, on y comptait 319 exploitations. Le professeur Zuber a calculé que les terrains pétrolifères occupent en Galicie 8.000 hectares et contiennent au moins 470 millions de quintaux de pétrole brut.

Le *sel* compte parmi les matières minérales qui ont joué un très grand rôle dans le passé de notre pays. Vers le milieu du XIIe siècle, on parle des mines de sel de Bochnia et de Wieliczka. Il en est fait mention dans les privilèges royaux octroyés aux couvents des Bénédictins et des Cisterciens en 1105 et 1136. Ces mines s'étendaient de la frontière silésienne, à travers toute la Galicie et la Bukovine, jusqu'à la Roumanie.

Après les partages, elles sont devenues la propriété de l'État autrichien. Elles sont exploitées par l'État qui en a le monopole, et administrées d'une façon très

défectueuse. A l'époque du Duché de Varsovie on extrayait deux millions de quintaux de sel par an. On n'en extrait plus actuellement qu'un million, malgré la consommation de sel, accrue partout dans l'alimentation des hommes et des animaux et dans l'industrie chimique. Les mines de Wieliczka attirent les visiteurs étrangers par leur éclairage *a giorno*, par le chant des mineurs... La Galicie orientale possède aussi de très riches gisements de potasse, engrais chimique d'une valeur inestimable pour l'agriculture moderne. Cet engrais fait la valeur de l'agriculture allemande, surtout de la production de la betterave. Mais les mines galiciennes sont également administrées par l'État autrichien et, au lieu de vendre des engrais chimiques, la Galicie en importe chaque année cinq mille wagons. Et le sel y est plus cher qu'en France.

Devant ces richesses du sous-sol polonais, plus d'un chimiste français serait tenté de croire que l'industrie chimique a dû atteindre un haut degré de développement dans ce pays de Galicie, qui a des mines de sel, de pétrole, de charbon, et où le bois abonde. Il devrait y avoir des industries du verre, du savon, de la parfumerie et des produits pharmaceutiques. Or, toutes ces industries sont encore à créer. Cette stagnation est due à des causes de nature politique, à l'exploitation du pays par les provinces allemandes de l'Autriche.

Parmi les richesses minérales de la Pologne, il faut aussi ranger les sources thermales. Leur abondance est

incalculable : les sources sulfo-chlorurées de Busk, chlorurées-sodiques de Ciechocinek et de Druskienniki (Lithuanie); les sources iodo-bromées ferrugineuses alcalines occupent encore une immense étendue le long des Karpathes. La statistique balnéaire donne les noms de 39 stations thermales dont 4 maritimes. Ajoutons y, des centaines de stations climatériques, qui s'essaiment dans les villages accrochés au flanc des montagnes, de grands sanatoria pour les tuberculeux, rivalisant avec les établissements suisses, enfin un établissement de traitement par le *Koumys* (lait de cavale) à Slawuta en Wolhynie.

En Silésie, les industries dominantes sont l'industrie minière et les fonderies, entreprises formidables où la concentration capitaliste est énorme. Le nombre des ouvriers de la grande industrie atteint 500.000 en Silésie prussienne. L'industrie textile et les filatures occupent 54.000 ouvriers... Dans le Duché de Posnanie le développement industriel rencontre de très grands obstacles. La concurrence allemande enserre cette province dans un étau de fer. Les pouvoirs prêtent leur appui à l'industrie allemande dans sa lutte avec l'industrie polonaise naissante; le commerçant polonais est boycotté autant que l'artisan; les banques allemandes leur refusent tout crédit. Malgré toutes ces entraves, les fabriques de machines agricoles rivalisent avec les usines allemandes, et obtiennent de premiers prix aux expositions internationales.

Les origines de l'Industrie dans le Royaume de Pologne sont très lointaines. Nous avons des preuves de son existence aux temps des Jagellons. Les tempêtes qui ont bouleversé le pays : invasions suédoises, règne des rois saxons, l'ont peu à peu anéantie. Mais, vers la fin du XVIII[e] siècle, on voit se manifester à nouveau en Pologne l'esprit d'initiative, né du désir de reconstruire le pays et de le sauver d'une débâcle définitive. Cherchant de tous côtés des moyens de salut, la Pologne s'efforçait de ressusciter son industrie jadis si florissante. Le *Journal du Commerce* paraissant à Varsovie écrivait en 1786 : « Regardez une dame polonaise ou un seigneur polonais; tout ce qu'ils ont sur eux sont des marchandises étrangères. » Comme s'ils en avaient honte, les seigneurs, les Malachowski, les Radziwill, les Tyzenhaus, se mirent à construire des usines. Le voyageur anglais Coxe, qui les a visitées, écrit à ce sujet : « Les principales usines sont celles de drap, d'étoffes, de lin, de coton, de soie, de broderies, de bas de soie, de chapeaux, de dentelles, d'armes à feu, d'aiguilles, de cartes à jouer... »

Avant le troisième partage, on comptait en Pologne 255 usines, outre les scieries, les tanneries, les distilleries. Les tempêtes politiques qui anéantirent l'indépendance de la Pologne ne réussirent pas à détruire dans la nation l'esprit d'initiative. Il persistait sous la cendre et, dès que la vie eut repris un cours plus normal, dès qu'un premier rayon de liberté eut apporté

au pays la possibilité de se gouverner lui-même, on multiplia les efforts pour y créer à nouveau une industrie. Le Royaume du Congrès n'avait qu'à continuer l'œuvre commencée au déclin du XVIIIe siècle. Le code Napoléon abolissait le servage. Le prolétaire était affranchi, et la main-d'œuvre s'offrait partout en abondance. Il ne fallait plus que s'assurer des capitaux et des marchés. En 1805, on établit un nouveau tarif de douane qui frappait d'un droit plus élevé les produits importés. On attira des étrangers en leur accordant des privilèges : l'exemption du service militaire et du paiement des impôts pendant six ans. On leur donnait tout le matériel nécessaire pour la construction de leurs manufactures. En 1820, une commission désigna les villes, les bourgs paraissant indiqués pour l'établissement des usines. On constitua des fonds de prêt à longue échéance pour les entreprises industrielles (à partir de 1824 : 300.000 francs par an). L'institution de ce fond était l'œuvre du grand ministre polonais de finances le prince Lubetzki (Lubecki). Ainsi vit le jour la célèbre draperie de Coqueril, l'usine cotonnière d'un ingénieur français Girard, dont le souvenir reste immortalisé dans le nom même de la localité : Zyrardow, Lubecki, comprenant que la vie industrielle est inconcevable sans crédit, fonda *la Banque de Pologne*... Il fallait aussi venir au secours de l'agriculture, ruinée par les manœuvres secrètes du régime prussien, maître du pays de 1796 à 1807. En 1825 fut fondé le

Crédit Foncier polonais. Deux ans plus tard Lubecki fit vendre à la Bourse les obligations foncières, délivrées par le Crédit Foncier sur les propriétés nationales. Les obligations rapportèrent trois millions de florins polonais, et, avec cet argent, Lubecki créa une institution de crédit, *la Banque de Pologne*, qui avait pour but le développement du commerce, du crédit, de l'industrie. Il y avait deux causes morales à ce renouveau merveilleux : l'esprit d'entreprise des habitants et la liberté politique provenant de l'autonomie accordée au pays par le Congrès de Vienne de 1815. La Banque de Pologne fut plus qu'une puissante institution de crédit ; non seulement, elle a sauvé notre vie économique de la débâcle ; mais elle a encore assuré les bases de son développement. Pas de position d'avant-garde qu'elle ne se soit hâtée d'occuper pour élever le niveau de l'industrie nationale. Elle appela à la vie une foule d'entreprises et de nouvelles branches de production. Elle empêcha de sombrer et remit sur pied un bien plus grand nombre encore d'exploitations industrielles déjà existantes, qui n'auraient pas pu continuer de fonctionner sans son aide efficace. La première fabrique de machines fondée en Pologne fut administrée par elle pendant vingt ans. Elle inaugura une nouvelle ère dans la navigation fluviale polonaise en lançant, en 1840, le premier bateau à vapeur sur la Vistule.

Attirées par les libertés accordées aux étrangers, dix mille familles de colons, artisans, filateurs, s'installè-

rent à Lodz, à Zgierz, à Pabianice, à Zyrardow, à Ozorkow. Ils apportaient des capitaux, une technique perfectionnée, des habitudes de travail assidu.

Ils devinrent un grand facteur du développement économique et social du pays. Les conditions douanières favorables ont, elles aussi considérablement contribué à la prospérité de l'industrie. Le Congrès de Vienne assura la liberté absolue du commerce entre le Royaume de Pologne et les provinces polonaises de Prusse et d'Autriche. Le commerce resta également libre, jusqu'en 1822, entre le Royaume et la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine. Les marchandises polonaises traversaient librement la Russie. Après 1830, l'autonomie fut supprimée. On établit un tarif douanier fort défavorable à l'industrie polonaise. C'est alors qu'intervint la Banque de Pologne. L'industrie de Lodz progressa. Des machines à vapeur y furent introduites dès 1835. 1848 vit paraître les chemins de fer. La Russie supprima la douane pour le Royaume en 1859, et ouvrit à l'industrie polonaise les débouchés russes et asiatiques. La réforme paysanne jeta sur le marché une abondance de main-d'œuvre ; n'ayant pas donné de terre à tous les paysans, elle envoya dans les villes des milliers de prolétaires. La valeur de la production, qui était en 1850 de 11 millions, monta vers 1870, à 64 millions. Elle avait sextuplé en vingt ans.

En 1877, la Russie rompt avec son ancienne politique douanière. Sous le régime protectionniste, Lodz s'accroît

aussitôt énormément. On a calculé (Hobson) la proportion dans laquelle se sont agrandies différentes villes d'Europe. On a trouvé pour Glasgow une augmentation de 970 p. 100, pour Berlin, 660 p. 100. La ville de Lodz aurait augmentée *1.361 p. 100* ! Le capital étranger, français, anglais et surtout allemand, afflue. Dans le district de Sosnowice et dans celui de Czestochowa qui, au milieu du XIXe siècle, n'était encore qu'une chasse recherchés par les magnats silésiens à cause de sa richesse en gibier, l'industrie prend en peu d'années un puissant essor. De misérables villages, bâtis dans une campagne abandonnée, parmi des forêts de sapins et des bancs de sable, deviennent de grandes villes industrielles. Ce sont des villes américaines, qui portent dans leurs armes une cheminée d'usine, des villes sans tradition, sans souvenirs, sans monuments du passé, sans vieilles églises ni vieux cimetières. Des palais somptueux y narguent une misère qui n'a pas de nom. Ce sont des villes tentaculaires qui attirent des millions, qui trafiquent, produisent des milliards et des millionnaires...

Lodz est une ville énorme plutôt que grande, ne possédant qu'une beauté, celle du travail grandiose, fébrile et impitoyable, jour et nuit, sans repos, ni pour l'ouvrier, ni pour le patron, réunissant sous l'implacable férule de la division du travail des cités entières de 8.000 ouvriers. Le sifflement strident et odieux des sirènes berce le sommeil et sonne le réveil. C'est aussi

le glas qui annonce la mort, le régulateur de toute la vie de la collectivité. Dans les rues, encombrées d'énormes camions chargés de coton, de laine, circule une foule bruyante. Toutes les races, toutes les langues et toutes les confessions ont ici leurs représentants. En 1895, sur 100 habitants, 42 seulement étaient originaires de Lodz. En 1900, Lodz comptait 227.000 ouvriers. Nouvelle Colchide, vers laquelle accouraient les Argonautes du monde entier.

Partout on parle de cette ville prodigieuse où « les possibilités n'ont point de limites. » Des milliers de pélerins affamés se dirigent vers cette terre promise, des capitalistes de Roubaix, des fabricants et des mercantis allemands, des paysans, des juifs, des gentilshommes décavés et déracinés, des Russes. Dans cette ronde infernale autour du Veau d'Or, beaucoup gagnèrent des fortunes, beaucoup périrent de misère.

Toute la contrée qui commence ici et se prolonge jusqu'à la frontière allemande, n'est qu'une usine immense. Depuis Nowo-Radomsk et Czestochowa — connue depuis des siècles dans tout le monde catholique par son image de Notre-Dame Miraculeuse et qui est en même temps un grand centre d'industrie, d'industrie française aussi —, jusqu'à la frontière, ce n'est qu'une forêt de hautes cheminées.

A Nowo-Radomsk, usine de meubles en bois, appelés à Paris meubles de Vienne, à Roudniki, fours à chaux et à ciment, à Czestochowa, grandes usines textiles et mé-

tallurgiques. La métallurgie règne à Myszkow, l'industrie textile à Zawiercie. Puis vient l'industrie minière de Sosnowice et de Dombrowa. Toute cette contrée n'est qu'une usine formidable séparée seulement par les fils barbelés des frontières allemande, autrichienne, russe. Des wagons sans nombre traversent chaque jour la frontière. Des milliers d'ouvriers passent par un jour de fête de Sosnowice, qui est en Russie, à Katowice, qui est en Allemagne. Ce sont les mêmes gens de part et d'autre. Il y a plus d'Allemands là. Il y en avait autant ici il y a trente ans : c'est toute la différence. Ils se sont polonisés et la grande loi universelle d'assimilation, arrêtée d'une façon artificielle, aurait bientôt polonisé tout ce pays, sous un régime libéral. Il y a 30 ans la langue officielle de l'industrie était l'allemand. Dans les rues on n'entendait que l'allemand. Dans les familles de fabricants, on ne parlait qu'allemand et on ne lisait que des livres allemands. Il y avait des journaux allemands. L'ouvrier et l'employé polonais travaillaient pour des étrangers. Le patron et ceux qui le représentait, l'ingénieur, le contremaître, étaient des étrangers, des Allemands pour la plupart. Mais, peu à peu et de plus en plus, commencèrent à paraître des ingénieurs polonais, des médecins, des avocats polonais. Le capital polonais faisait ses premiers essais hésitants de participation dans les diverses entreprises industrielles. Ce fut le début de la polonisation des villes de Lodz, de Sosnowice, de Dombrowa. Polonisation nulle-

ment encouragée par le gouvernement, toute semée au contraire de difficultés. Ni la mauvaise administration, ni le mariage de la bureaucratie avec le capital allemand ne purent prévaloir contre la nature des choses.

Les produits polonais se déversèrent longtemps sur le marché intérieur, marché polonais, lithuanien, podolien. La Russie une fois reliée par des chemins de fer avec la Pologne, Lodz commence à exporter ses produits sur les marchés d'Orient (vers 1880). L'exportation gagne le Sud, le Caucase et la Transcaucasie. Elle envahit les gouvernements centraux de la Russie et les régions du Volga. En 1895, les marchandises polonaises pénètrent jusqu'à Omsk en Sibérie, en Chine, en Asie Centrale, en Perse, en Asie Mineure. Sur le marché de Constantinople l'industrie polonaise se rencontre avec l'industrie allemande, sur le marché balkanique avec l'industrie autrichienne. Il y a quelques années, on rencontrait des commis voyageurs de Lodz en Espagne, et dans l'Afrique du Sud. Depuis 1870, l'industrie textile de Pologne a augmenté de 700 p. 100. Elle compte 3.000 grandes et petites usines et occupe 289.000 ouvriers.

Disons deux mots de l'*industrie métallurgique*. En 1814, on comptait 46 fourneaux pour la fonte de fer. Le ministre polonais Lubecki fonda la première usine mécanique à Varsovie. La Banque de Pologne en fonda une autre à Dombrowa, aujourd'hui propriété de capitalistes français, ayant son siège social à Paris. Le tarif prohibitif (1868) attira nombre de métallurgistes étran-

gers qui bâtirent des hauts-fourneaux tout le long de la frontière. La valeur de la production métallurgique était en 1906 de 150 millions de francs, produit du travail de treize mille ouvriers.

Nous entendons souvent poser cette question : admettons que la Pologne devienne libre, indépendante. Comment réussira-t-elle à organiser sa vie économique, sans s'appuyer sur les marchés d'Orient? Son industrie, affirme-t-on, produit pour la consommation étrangère. Que deviendront ces formidables usines hérissées de milliers de cheminées, que deviendront ces légions d'ouvriers instruits dans les métiers depuis plusieurs générations déjà, si le cataclysme mondial fait ressusciter une Pologne indépendante ? A ceux de nos amis que tourmentent de telles questions, il convient de rappeler la grande loi de l'adaptation. La vie est toujours la plus forte. Il n'est pas de situation d'où elle ne sorte victorieuse, lorsqu'il y a seulement la *volonté de vivre*. Mais nous pouvons citer un exemple plus probant que tous les raisonnements théoriques, psychologiques, métaphysiques : nous pouvons citer le grand exemple de l'Alsace-Lorraine.

L'Alsace était un ancien centre d'industrie textile. En 1743 eurent lieu les premiers essais d'impression sur toile de coton [1] et peu après naissait la grande industrie alsacienne. L'industrie cotonnière embrassa bientôt tous les pays d'Alsace.

1. R. Lévy. Histoire Économique de l'Industrie cotonnière en Alsace 1912.

Les vastes conquêtes de l'Empire lui ouvrirent un marché immense. Toiles peintes, filature, tissage, construction des machines, fabrication des produits chimiques (comme à Lodz!) firent de Mulhouse la grande cité industrielle.

« *Mulhouse* », disait en 1828 le roi Charles X, *est la capitale de l'industrie française.*

Arrive l'année terrible ! L'annexion produit en Alsace l'effet d'un coup de massue sous lequel le pays demeure comme assommé. Les répressions violentes, les lois d'exception, le régime de terreur auquel il fut soumis lui donnèrent le sentiment profond et douloureux de son impuissance. Qu'allait devenir la malheureuse Alsace, une des contrées les plus prospères de l'Europe? Quelles seraient les conséquences d'ordre économique de sa réunion avec l'Allemagne? Elle était obligée brusquement de se tourner vers l'Allemagne, de s'y créer de nouveaux débouchés, de lutter contre des habitudes de travail très différentes et contre le mauvais vouloir de l'ennemi.

L'Alsace prit le taureau par les cornes. Elle avait derrière elle un passé glorieux, des traditions industrielles, un personnel unique, des ouvriers de première qualité. Elle n'abdiqua pas. Elle gagna la bataille. Elle introduisit dans ses usines, durant ses quarante années de deuil, toutes les innovations que le génie de l'homme inventait. Elle garda sa grande, son unique industrie pour l'offrir en cadeau de nouvelles noces à la France libératrice....

La persévérance alsacienne est de bon augure pour les amis de l'industrie polonaise. Celle-ci s'accommodera de toutes les conditions. Elle n'abdiquera pas. Elle aura — *primo loco* — à ravitailler tout un marché, qui était le plus proche, mais n'en était que plus fermé : le marché polonais. Après les traités de Vienne de 1815, conclus entre les puissances copartageantes, la Prusse et l'Autriche considéraient encore tout le territoire habité par les Polonais comme un seul territoire douanier. La navigation sur tous les canaux et rivières de l'ancienne Pologne devait être libre pour tous les habitants. Les puissances déclarèrent (art. 28) libre l'échange de toutes les marchandises provenant des provinces polonaises d'avant le premier partage, c'est-à-dire des territoires situés entre la Dzwina, le Dnieper, le Dniester, l'Oder et la mer, la Prusse Orientale y incluse...

Mais bientôt la poussière de l'oubli couvrit les feuilles des traités.... Et lorsqu'à la Chambre prussienne, le député Niegolewski le 22 août 1861, réclama du gouvernement l'application aux Polonais des postulats du Congrès de Vienne, la proposition fut accueillie par le rire unanime de ses collègues et par une stupéfaction indescriptible sur le banc des ministres. Le traité de Vienne ! *N'était-ce pas là également un chiffon de papier !* Les revendications polonaises eurent le même sort en 1879, à la discussion des tarifs douaniers. Les Polonais, lors de la conclusion des traités de commerce avec la Russie et l'Autriche, demandaient au gouvernement

allemand de prendre en considération les droits garantis à la Pologne par le traité de Vienne et *relatifs à l'unité territoriale politique et commerciale de toutes les provinces polonaises, dans les limites d'avant 1772*. On imaginera facilement avec quel calme inébranlable Bismarck écarta ces réclamations pour passer à l'ordre du jour.

Cela dit, nous comprenons qu'un marché intérieur, ravitaillant vingt millions d'habitants, dont dix millions achetaient sur d'autres marchés, allemands et autrichiens, présentât une compensation du *paradis perdu* de l'exportation sur le marché d'Orient. Ce marché même était loin d'être un paradis. Il ne l'était pas pour une simple raison : la concurrence avec la production dite moscovite. Car il y avait une lutte acharnée, implacable entre ces deux centres de production et tous les moyens étaient bons contre la production polonaise. En 1826, déjà, les marchands de Moscou se plaignent de la concurrence polonaise. Les récriminations deviennent continues à partir de l'introduction du *régime protectionniste*.

En 1886, une Commission présidée par le célèbre économiste russe, le professeur Yangoulle (Janzul), faisant un parallèle entre la Pologne et la Russie constate qu'en Pologne le combustible est moins cher, les capitaux fixes et les capitaux de circulation inférieurs à ce qu'ils sont en Russie, enfin les relations entre patrons et ouvriers meilleures que dans l'Empire. En Russie, le travail est moins rétribué, les marchés

sont plus proches et les dépenses pour les œuvres d'utilité publique plus réduites. Les observations du professeur Yangoulle ont été vérifiées maintes fois par des économistes étrangers et polonais et trouvées, chaque fois, très justes. Pourquoi Lodz l'emporte-t-elle sur Moscou ? Un Allemand, le professeur G. von Schultze-Gavernitz (de Fribourg), souligne les qualités de l'ouvrier polonais. Il est bien plus près que son camarade russe du type créé par la grande industrie occidentale. Il est tout à fait européen. Il mange mieux et travaille mieux, il est plus avisé, plus instruit dans son métier, plus spécialisé. Il n'a pas besoin d'être aussi surveillé que l'ouvrier russe, et il veut être respecté.

Dans la lutte entre Lodz et Moscou, les fabricants de Moscou disposaient d'une arme très dangereuse. Les frais de transport pour les marchandises expédiées sur les marchés d'Orient étaient de beaucoup supérieurs lorsque l'expédition se faisait de Lodz, et notamment de 45 p. 100 pour les envois à destination de Wladikawkaz, de 180 p. 100 pour Koursk, de 288 p. 100 pour Orenbourg, de 250 p. 100 pour Oufa. Les frais de transport d'un poud de coton (matière première) envoyé de la côte de la Caspienne étaient, pour Moscou, de 46 cop., pour Lodz, de 67 1/2 cop. Pourtant, malgré tous les obstacles, Lodz sortait victorieuse de la lutte avec Moscou. Un ouvrier, mieux adapté aux conditions du travail, représente, dans une pareille lutte, une force immense, et le professeur Yangoulle l'avait bien

Les vastes conquêtes de l'Empire lui ouvrirent un marché immense. Toiles peintes, filature, tissage, construction des machines, fabrication des produits chimiques (comme à Lodz!) firent de Mulhouse la grande cité industrielle.

« *Mulhouse* », disait en 1828 le roi Charles X, *est la capitale de l'industrie française.*

Arrive l'année terrible ! L'annexion produit en Alsace l'effet d'un coup de massue sous lequel le pays demeure comme assommé. Les répressions violentes, les lois d'exception, le régime de terreur auquel il fut soumis lui donnèrent le sentiment profond et douloureux de son impuissance. Qu'allait devenir la malheureuse Alsace, une des contrées les plus prospères de l'Europe? Quelles seraient les conséquences d'ordre économique de sa réunion avec l'Allemagne? Elle était obligée brusquement de se tourner vers l'Allemagne, de s'y créer de nouveaux débouchés, de lutter contre des habitudes de travail très différentes et contre le mauvais vouloir de l'ennemi.

L'Alsace prit le taureau par les cornes. Elle avait derrière elle un passé glorieux, des traditions industrielles, un personnel unique, des ouvriers de première qualité. Elle n'abdiqua pas. Elle gagna la bataille. Elle introduisit dans ses usines, durant ses quarante années de deuil, toutes les innovations que le génie de l'homme inventait. Elle garda sa grande, son unique industrie pour l'offrir en cadeau de nouvelles noces à la France libératrice....

La persévérance alsacienne est de bon augure pour les amis de l'industrie polonaise. Celle-ci s'accommodera de toutes les conditions. Elle n'abdiquera pas. Elle aura — *primo loco* — à ravitailler tout un marché, qui était le plus proche, mais n'en était que plus fermé : le marché polonais. Après les traités de Vienne de 1815, conclus entre les puissances copartageantes, la Prusse et l'Autriche considéraient encore tout le territoire habité par les Polonais comme un seul territoire douanier. La navigation sur tous les canaux et rivières de l'ancienne Pologne devait être libre pour tous les habitants. Les puissances déclarèrent (art. 28) libre l'échange de toutes les marchandises provenant des provinces polonaises d'avant le premier partage, c'est-à-dire des territoires situés entre la Dzwina, le Dnieper, le Dniester, l'Oder et la mer, la Prusse Orientale y incluse...

Mais bientôt la poussière de l'oubli couvrit les feuilles des traités.... Et lorsqu'à la Chambre prussienne, le député Niegolewski le 22 août 1861, réclama du gouvernement l'application aux Polonais des postulats du Congrès de Vienne, la proposition fut accueillie par le rire unanime de ses collègues et par une stupéfaction indescriptible sur le banc des ministres. Le traité de Vienne ! *N'était-ce pas là également un chiffon de papier !* Les revendications polonaises eurent le même sort en 1879, à la discussion des tarifs douaniers. Les Polonais, lors de la conclusion des traités de commerce avec la Russie et l'Autriche, demandaient au gouvernement

allemand de prendre en considération les droits garantis à la Pologne par le traité de Vienne et *relatifs à l'unité territoriale politique et commerciale de toutes les provinces polonaises, dans les limites d'avant 1772*. On imaginera facilement avec quel calme inébranlable Bismarck écarta ces réclamations pour passer à l'ordre du jour.

Cela dit, nous comprenons qu'un marché intérieur, ravitaillant vingt millions d'habitants, dont dix millions achetaient sur d'autres marchés, allemands et autrichiens, présentât une compensation du *paradis perdu* de l'exportation sur le marché d'Orient. Ce marché même était loin d'être un paradis. Il ne l'était pas pour une simple raison : la concurrence avec la production dite moscovite. Car il y avait une lutte acharnée, implacable entre ces deux centres de production et tous les moyens étaient bons contre la production polonaise. En 1826, déjà, les marchands de Moscou se plaignent de la concurrence polonaise. Les récriminations deviennent continues à partir de l'introduction du *régime protectionniste*.

En 1886, une Commission présidée par le célèbre économiste russe, le professeur Yangoulle (Janzul), faisant un parallèle entre la Pologne et la Russie constate qu'en Pologne le combustible est moins cher, les capitaux fixes et les capitaux de circulation inférieurs à ce qu'ils sont en Russie, enfin les relations entre patrons et ouvriers meilleures que dans l'Empire. En Russie, le travail est moins rétribué, les marchés

sont plus proches et les dépenses pour les œuvres d'utilité publique plus réduites. Les observations du professeur Yangoulle ont été vérifiées maintes fois par des économistes étrangers et polonais et trouvées, chaque fois, très justes. Pourquoi Lodz l'emporte-t-elle sur Moscou ? Un Allemand, le professeur G. von Schultze-Gavernitz (de Fribourg), souligne les qualités de l'ouvrier polonais. Il est bien plus près que son camarade russe du type créé par la grande industrie occidentale. Il est tout à fait européen. Il mange mieux et travaille mieux, il est plus avisé, plus instruit dans son métier, plus spécialisé. Il n'a pas besoin d'être aussi surveillé que l'ouvrier russe, et il veut être respecté.

Dans la lutte entre Lodz et Moscou, les fabricants de Moscou disposaient d'une arme très dangereuse. Les frais de transport pour les marchandises expédiées sur les marchés d'Orient étaient de beaucoup supérieurs lorsque l'expédition se faisait de Lodz, et notamment de 45 p. 100 pour les envois à destination de Wladikawkaz, de 180 p. 100 pour Koursk, de 288 p. 100 pour Orenbourg, de 250 p. 100 pour Oufa. Les frais de transport d'un poud de coton (matière première) envoyé de la côte de la Caspienne étaient, pour Moscou, de 46 cop., pour Lodz, de 67 1/2 cop. Pourtant, malgré tous les obstacles, Lodz sortait victorieuse de la lutte avec Moscou. Un ouvrier, mieux adapté aux conditions du travail, représente, dans une pareille lutte, une force immense, et le professeur Yangoulle l'avait bien

constaté dans son rapport. Lodz est, en général, supérieure à Moscou au point de vue de l'exploitation capitaliste. Toute innovation, toute invention anglaise, française, américaine, trouve à Lodz une application immédiate. Des ingénieurs anglais, alsaciens, allemands, y apportent leurs idées, le génie de leur race. Lodz bénéficie d'un autre avantage encore. Elle appartient à un pays du Code Napoléon, elle jouit des institutions hypothécaires qui existent, du reste, en Pologne, depuis trois cents ans, et dont la Russie n'a pas encore été dotée jusqu'à nos jours.

Dix ans après le professeur Yangoulle, un Français eut l'occasion de s'occuper de la lutte entre Lodz et Moscou. Un consul de France, M. Verstraete, disait, notamment, dans son volumineux rapport sur l'Exposition de Nijni-Novgorod : « Le centre moscovite, sanctuaire de l'industrie nationale, suit toujours la tradition et les errements du passé, incarne l'ancien esprit et se personnifie dans ses industriels, dont la plupart sont des Russes de la vieille roche. Beaucoup encore portent des bottes, le cafetan et la casquette, se signent avec deux doigts, ont des hôtels luxueux, mais y transportent leurs habitudes. Tout autre est la région polonaise. Elle apparaissait, à l'Exposition de Nijni-Novgorod, avec une importance moindre au point de vue de l'outillage et des capitaux, mais avec une richesse bien plus grande d'inspiration, une supériorité réelle de fabrication une modernité qui indiquait chez ses manu-

facturiers la faculté de modifier leur production, de la renouveler et de se plier aux goûts d'une clientèle aisée. L'industrie polonaise est en train d'élever contre l'importation étrangère une barrière plus inquiétante encore que les droits de douane. Elle devient créatrice, elle commence à fabriquer l'article de Paris. Elle représente l'esprit nouveau... Aussi la région moscovite est-elle animée, contre la région polonaise, d'une certaine jalousie[1].

Pour apprendre ce que la Pologne a été dans le passé et ce qu'elle est dans le présent, il suffit d'étudier de plus près le plus important de ses fleuves : la Vistule. L'histoire de la Vistule renseigne sur l'ancien état de la Pologne et sur son état actuel. Le bassin de la Vistule est comme le cœur vivant du pays, et l'histoire du rôle qu'il a joué dans son évolution constitue en quelque sorte l'emblème des destinées historiques de la Pologne.

A travers une ligne de marécages qui s'étendent à l'ouest de Torun, et où a été construit, dans la suite, le canal de Bydgoszcz (Bromberg), elle se frayait jadis, par la Notec, un chemin vers l'Oder. A l'est, la Narew la reliait au Boug et au Dniéper. Son domaine, étendu ainsi, formait l'ancienne Pologne.

La Vistule était alors la grande artère nationale de la Pologne. Elle constituait un moyen de communication extrêmement important, comme en témoignent les ruines des greniers de Kazimierz ou de Wloclawek, dont

1. M. Verstraete, *La Russie Industrielle* (Paris 1897), pp. 155-7.

les murs imposants ont résisté à toutes les tempêtes qui se sont déchaînées sur le pays.

La valeur commerciale de la Vistule baisse avec la chute de la Pologne. Le démembrement du pays amène le démembrement du fleuve. Il sera autrichien jusqu'à Zawichost et Sandomierz, russe jusqu'à Nieszawa, allemand jusqu'à Gdansk. Sur ces points frontières fonctionnent partout des douanes qui contribuent, avec la création de nouvelles voies de communication, à l'anéantissement du trafic polonais. On eût pu le ranimer en faisant les travaux nécessaires de régularisation, mais le temps comme l'argent ont toujours manqué pour l'exécution de ces travaux. On projetait jadis de relier la Vistule au Dniester par un canal qui n'aurait pas plus de 65 kilomètres de longueur. Il en était question en Pologne déjà au XVIe siècle. Ces 65 kilomètres auraient permis d'établir une ligne de communication de 1.175 kilomètres. Mais, pour construire ce canal, il eût fallu exécuter des travaux sur le San, sur la Vistule, sur le Dniester, dans les limites de la Galicie, et l'Autriche n'avait jamais d'argent pour les entreprendre. Seule la Prusse, hélas! avait de l'argent...

La Vistule occupe une superficie de 158.510 kilomètres carrés, dont 43.000 en Silésie (Autriche) et Galicie, 123.000 dans le Royaume de Pologne, les gouvernements de Volhynie et de Grodno et 32.000 dans la Prusse Orientale et Occidentale. Avec ses 21 affluents elle présente une longueur totale de 7.700 kilomètres, dont

près de 5.000 navigables. Mais l'utilisation de cette voie de transport n'est pas encore possible le cours du fleuve n'étant canalisé ni même amélioré que sur une faible partie de sa longueur, et notamment dans *le secteur prussien*. A elle seule la Prusse a déboursé 90 millions pour exécuter les travaux nécessaires. En Galicie il a fallu 50 ans pour achever des travaux de canalisation de quelques kilomètres! Dans le Royaume de Pologne, les travaux n'ont été faits que près de Varsovie. Une des conséquences les plus funestes de cette incurie sont les immenses dégâts causés en Galicie et dans le Royaume par les crues annuelles. Autre conséquence : l'état rudimentaire de la navigation. La flotte de la Vistule ne compte que 135 vapeurs, dont 75 pour la Prusse, 55 pour le Royaume, 5 pour la Galicie. Ainsi que je l'ai dit plus haut, les remaniements politiques n'ont adjugé à la Prusse qu'un secteur peu important en comparaison de ceux échus aux autres copartageants — 1/5 de la superficie du bassin entier. Mais c'était le meilleur morceau du gâteau, l'embouchure de ce grand fleuve. La Prusse aménagea son lot. Les autres n'en firent rien.

L'estuaire c'est Gdansk, Gedanum, en Allemand Dantzig, une vieille et superbe cité, la Venise du Nord, avec un passé historique, glorieux — plein de souvenirs d'indépendance. Sur un mur de son hôtel de ville elle se nomme elle-même : *Exsuperans Gedanum*. Ville connue par son commerce au XIIe siècle, sous la domination

de l'Ordre Teutonique de 1308-1454, réunie à la Pologne depuis le xve siècle jusqu'à 1793. De 1807 à 1813, occupée par Napoléon. Depuis lors incorporée à l'État prussien. Dantzig (Gedanum) écrivait un voyageur français du xviiie siècle — ville ancienne de fondation — grande, riche, puissante et la plus marchande du septentrion, tant à cause de la Vistule qui lui apporte le commerce de la Pologne, que pour la mer dont elle n'est qu'à une lieue; la ville est fort belle, les églises magnifiques, les rues grandes et larges, les maisons bien bâties[1] ».

Dantzig fut de tout temps une ville fière, qui ne voulut pas reconnaître un jour le roi polonais Stephane Batory et subit un siège de plusieurs mois, ne voulut pas non plus de domination prussienne, et s'y opposa pendant vingt ans, fut bloquée sur le continent, menacée par la fondation d'autres centres de commerce. Les vaisseaux des marchands gédaniens visitaient au xvie siècle les ports du Portugal, allaient jusqu'au Brésil pour y chercher du sucre. Les Hollandais se plurent à Gdansk; ils s'y fondèrent des factoreries, des moulins; ils apportèrent de nouvelles méthodes d'élevage, des trésors de céramique de Delft.

Vers la fin du xvie siècle, les Italiens se montrèrent sur les marchés de Dantzig. Le duc Vicenzo Gonzaga di Mantua y faisait des affaires, le Pape

1. *Histoire et relation du voyage de la royne de Pologne et du retour de la maréchalle de Guébrier*, par J. Le Laboureur (Paris, 1648). I, 170-2.

lui-même y achetait du blé aux temps de disette[1].

Aujourd'hui, Gdansk est une ville florissante. La Vistule y apporte toutes sortes de richesses minières : le bois polonais et lithuanien, le blé. La Vistule n'est pas aménagée, mais la force des choses reste toujours la plus forte raison. Ainsi on comptait, il y a quelques années, à Nieszawa, à la frontière prussienne, 1.840 bateaux, transportant des marchandises d'une valeur de 10 millions de francs. C'étaient les chênes séculaires des forêts lithuaniennes, podoliennes, volhyniennes, petite-russiennes, russes, enfin, des sapins, des bouleaux transportés à Dantzig, à Kiel, à Hambourg, au Havre, à Bordeaux. Outre les bateaux à vapeur, passaient deux mille radeaux, dont 200 venaient de Galicie, 850 du Royaume de Pologne, 700 de Podolie. Toutes les Pologues se réunissaient de cette manière à la frontière, disant les désirs de toutes les provinces sous le même ciel gris-bleu de la patrie, toutes glissaient, sur les mêmes flots majestueux de la Vistule. Toutes les Pologues portaient vers la mer les produits de leur sol...

Mais, entendons-nous dire, Gdansk est une ville allemande ! C'est vrai, pour le moment. La capitale tchèque, la magnifique ville de Prague — *Zlata Praha* — était aussi allemande il y a à peine une cinquantaine d'années.

1. En 1610, Henri IV « ayant ésté souvent requis et supplies de plusieurs marchans nos subjets trafficquants en la ville *Danstik* » — nomma Jean de la Banque consul français à Dantzic.

De la Banque note en 1613 que 25 navires français arrivent à Dantzic par an.

On peut lire dans les *Souvenirs* du grand slaviste russe Pypine (publiés en 1910) qui visita Prague en 1859, sa stupéfaction d'être en présence d'une ville allemande, où il faut faire des recherches pour trouver un Tchèque parlant tchèque : « On n'y entend que la voix allemande; dans les rues, toutes les enseignes sont allemandes, les habitants n'ont presque pas le type slave. Attablés au restaurant, nous demandons au garçon : « Êtes-vous Tchèque? » — « Dieu m'en préserve! » répond le pauvre bougre. Et Pypine conclut : un touriste ordinaire, qui vient à Prague pour quelques jours seulement, pourrait bien quitter la ville avec la conviction d'avoir visité une très belle ville allemande où il y a des Tchèques ».

Un Allemand né à Prague, le célèbre musicien Édouard Hanslick — note aussi dans ses *Souvenirs* publiés il y a une vingtaine d'années, son étonnement de voir la ville de Prague cessant d'être une ville allemande et devenant tchèque. Cette métamorphose n'est pas trop difficile à comprendre. Les classes supérieures en Bohême s'étaient germanisées, la ville aussi, mais le peuple était resté tchèque. Et c'est le peuple tchèque qui a produit ce miracle — il a reconquis sa capitale millenaire, abandonnée par ses frères aînés aux vainqueurs de la Montagne-Blanche.

Les chiffres sont plus éloquents encore. En 1848, la population était de 120.000 habitants, dont plus de la moitié, 56.000, étaient Allemands. En 1900, on comptait 394.000 habitants dont 24.000 seulement se disaient

Allemands. Tout le Conseil municipal est tchèque. Prague se dépouille de l'enveloppe allemande qu'elle avait revêtue...

Or le peuple, à Gdansk, n'est pas allemand. Si vous descendez vers le port pour causer avec les pêcheurs, avec les femmes du peuple, avec les paysannes qui viennent à la ville les jours de marché, vous vous apercevez que ce ne sont pas des Allemands. Mais que sont-ils alors?

Au bord de cette mer qui devrait s'appeler, et qui s'appellera un jour la Mer Polonaise, dans la Suisse Kachoubienne, dans les plaines jalonnées de monticules sablonneux, au milieu des lacs riants, habite une population gaie et saine de plusieurs centaines de mille âmes, les Kachoubes. Les grammairiens polonais ne sont pas d'accord sur leur langue. Les uns y voient un dialecte polonais, les autres, une sorte de langue autonome slave. Les troisièmes, les plus jeunes, et ceux-là ont peut-être raison — y trouvent les restes d'une ancienne langue *lechite*, éteinte depuis le commencement du XVIIIe siècle. La langue cachoubienne actuelle est un mélange de cette langue ancienne avec la langue polonaise. Les classes supérieures cachoubes se sont germanisées depuis des siècles, subissant l'attrait de la culture prussienne. Mais en revanche, les colons allemands établis ici depuis des siècles par les soins de l'ordre Teutonique se polonisèrent. « Ceci tuera cela. » Et les colons étaient de beaucoup les plus nombreux. La

République polonaise était si peu exclusive, nationaliste, opprimante, qu'elle leur adressait des messages écrits en langue allemande.

Aujourd'hui, tous ces colons sont devenus Kachoubes. L'élément polonais a disparu des châteaux et des villes, mais la maison paysanne est restée polonaise. Et toute la classe cultivée, jeunes-médecins, avocats, prêtres, sortis de couches populaires sont Kachoubes, et se considèrent comme de civilisation polonaise. Suivant leur chef intellectuel, le Dr Maykowski, les jeunes Cachoubes regardent la Pologne comme leur Patrie. Voilà pourquoi Gdansk deviendra un jour une ville polonaise. Une fois la Vistule unifiée et polonaise — cette ville submergée par les flots montants de la mer cachoubienne suivra dans son évolution la vieille cité de Prague, Gdansk sera le port de la Pologne.

Les chroniqueurs de la ville de Dantzig rapportent qu'en l'an du Seigneur 1392, trois cents vaisseaux anglais, hollandais et français entrèrent dans le port de Dantzig. En 1490, il en arriva 790. Ainsi se sont nouées, dès le xive siècle, des relations entre le commerce de l'Europe Occidentale et le commerce de la Pologne, commerce de marchandises, commerce d'idées.

Interrompus par les partages de la Pologne, ces liens se renoueront. C'est une nécessité pour un pays comme le nôtre d'avoir une sortie sur la mer. La Vistule y mène d'une façon naturelle. C'est elle qui est l'artère

de la vie économique qui ouvre de vastes horizons, qui rapproche l'Occident latin de nos rivages.

Nous croyons avoir démontré la nécessité naturelle de l'unité de la patrie polonaise, de sa personnalité. Le savant slaviste français, M. Paul Boyer, parlait un jour [1] de la personnalité de la langue polonaise: submergée par la vague germanique du côté ouest, par la vague russe et byzantine du côté est, elle a néanmoins gardé son individualité précise et nette.

La personnalité de l'âme nationale cisela, burina cette langue que M. Boyer veut bien admirer. Elle devînt, comme dit M. Vidal de la Blache [2], une médaille frappée à l'effigie du peuple polonais.

Les faits matériels de la vie polonaise de trois Polognes unies dans leurs richesses minières, dans leur structure économique, reliées par la grande artère de la Vistule, apportent leur témoignage à l'idée si simple d'une existence libre et indépendante. On serait bien tenté de citer les paroles prophétiques que Strabon adressait à la France οὐχ ὅπως ἔτυχεν, ἀλλ ὡς ἄν μετὰ λογισμοῦ τινος *cette terre est une et indivisible, non fortuitement, mais comme en vertu d'une prévision intelligente!*

1. Dans une conférence faite à l'École des Hautes Études Sociales en janvier 1916.

2. *Tableau de la Géographie de la France*, p. 8.

II

La Lutte pour l'Indépendance de la Pologne.

Le 26 septembre 1772, *en pleine paix*, les ambassadeurs de Frédéric II, de Catherine II et de Marie-Thérèse, notifièrent au roi et à la république de Pologne que les trois puissances alliées *voulant arrêter l'effusion du sang en Pologne et y rétablir la tranquillité*, avaient résolu de faire valoir leurs droits sur plusieurs provinces polonaises; qu'en conséquence, elles demandaient la convocation de la Diète, afin de régler avec elle les nouvelles limites de la république...

Frédéric II déclara, dans son manifeste publié simultanément, qu'au xe siècle Mistewoy et Borislaf, fils de Swantibor Ier, gouvernaient la Pologne... « Le roi de Prusse a *donc* de grandes réclamations à faire, mais *plein de modération et d'équité* il ne demande que la Pomérelie, les districts de la Netze, le palatinat de Marienbourg, l'évêché d'Ermeland, le district de Michalow, l'évêché et le palatinat de Culm. Il serait de même en droit de se mettre en possession de Dantzig, comme une dépendance de la Pomérelie, mais par un effet de

sa générosité il consent à laisser cette ville à la république de Pologne, à la réserve pourtant du port, qui bien que creusé aux frais des habitants de Dantzig, doit appartenir au suzerain dans le territoire duquel il est situé.... »

En conséquence de ce manifeste, Frédéric II s'empara de la Prusse polonaise et du district de la Netze, et se rendit maître des embouchures navigables de la Vistule; tous les nouveaux sujets reçurent l'ordre de lui prêter serment de fidélité dans le délai de quinze jours...

Le roi de Pologne et la Diète protestèrent contre ce triple brigandage. On leur adressa alors, le 20 janvier 1773, un ultimatum, accusant leurs *lenteurs insidieuses*, menaçant d'étendre les prétentions des cours au reste de la Pologne, faisant cerner par les troupes des trois puissances la salle des séances de la Diète. Le 18 septembre 1773, après une résistance de plus d'une année, le Roi et la Diète donnèrent leur consentement.

Peu après, le comte de Vergenne, ministre des Affaires étrangères, déclarait dans un mémoire[1] adressé à Louis XVI : « La postérité aura peine à croire ce que l'Europe indignée voit avec étonnement ; trois puissances d'intérêts divers et opposés s'unir entre elles, et par un abus criant de la raison du plus fort dépouiller un état innocent, contre lequel on n'a d'autre titre que

1. Ségur. *Politique des Cabinets de l'Europe*, III, 146. Comp. le rapport de Talleyrand présenté à Napoléon Ier le 28 janvier 1807.

celui de la faiblesse et de l'impuissance où il est de résister à la cupidité de ceux qui l'envahissent. Si la force est un droit, si la convenance est un titre, quelle sera désormais la sécurité des états?... »

Spoliée, la Pologne voulut consolider ce qui lui restait encore. Elle se donna une constitution, base d'une régénération du pays. La Pologne ne possédait pas de tiers-états. Le bourgeois comme le paysan étaient sans droits. Elle étendit le privilège des nobles aux habitants de villes, et donna aux villes une juridiction autonome. Elle condamna en principe le servage, et déclara « recevoir le paysan au nom de la justice, de l'humanité et l'intérêt national sous la protection de la loi ». Cette constitution, comme la constitution française ébauchée dès 1789, fut terminée en 1791, la polonaise (3 mai) avant la française (3 novembre). « L'une mettait fin à l'absolutisme, l'autre à l'anarchie. Les points de départ étaient tout opposés, mais on se rencontrait à peu près dans les résultats. La constitution polonaise se proposait de restituer au roi ses prérogatives essentielles. C'est pourtant cette constitution que Catherine II va dénoncer à l'Europe comme l'œuvre de révolutionnaires jacobins » (A. Rambaud).

« Vous savez, monsieur le comte, écrivait un diplômate russe, le comte Markoff à son collègue préféré Simon Vorontzoff, le 8 novembre 1792, que nos entreprises en Pologne ont complètement réussi. *Nous avons détruit l'ouvrage du 3 mai de fond en comble*... Nous

sommes partagés entre l'appât de la plus belle acquisition que l'empire eût jamais faite et les scrupules de la conscience ». Simon Vorontzoff disait cependant à son frère (lettre du 7 mai 1793) : « Tout ce que vous-même et Bezborodko et Markoff m'avez écrit pour justifier le nouveau partage de la Pologne, ne modifie pas mon opinion que c'est une transaction d'une perfidie injusticiable. Sans doute les états ne se gouvernent pas comme les particuliers, mais on ne doit jamais abuser de cette maxime. La chose est d'une injustice trop notoire ; mais la manière perfide dont elle a été exécutée la rend encore plus choquante. »

Un historien américain, s'occupant tout récemment du second partage de la Pologne, dit après avoir, en cinq cents pages, fourni les preuves qu'il connaît le sujet dans toute son étendue et a recherché la vérité dans toutes les archives et dans une immense litttérature : « Le crime pour lequel la Pologne a été punie en 1793 et en 1795 est sa tentation de régénération nationale. Le deuxième partage du pays est la réplique des puissances voisines à l'effort fait pour modifier la constitution, reconquérir l'indépendance nationale, et rendre à la Pologne la place qui lui était dûe parmi les autres États de l'Europe [1].

Mais la Pologne ne périssait pas seulement pour avoir voulu sauver son indépendance. « Le second par-

1. *Archives des comtes Vorontzoff*, t. XX, p. 31 et IX, p. 302. — Robert H. Lord, *The Second Partition of Poland* (Cambridge U. S. A. 1915, p. 484)

tage, dit Albert Sorel — est contemporain de la première coalition formée contre la France : on peut dire qu'il en est la condition nécessaire... » « La Cour de Vienne nous a fait connaître il y a longtemps, écrivait un diplomate russe, qu'il fallait tout au moins démembrer la France. » Dans le préambule du traité de partage de 1793, les puissances copartageantes déclaraient que c'était l'extension d'un danger imminent et universel, le jacobinisme français, qu'ils se proposaient d'anéantir; elles voulaient sauver l'Europe atteinte de gangrène à Paris... » Sorel continue : « ainsi les Polonais sauvaient à leurs risques et périls les affaires de la République française. »

Il suffit que Kosciuszko chassa de Varsovie Igelstrœm, et les armées de la coalition abandonnèrent leurs desseins et leurs camps d'Occident. « Le grand procès des monarchies contre la Pologne déplaça toutes les forces en Europe et permit aux Français de sauver leur patrie et de faire triompher la révolution. »

En octobre 1794 Kosciuszko succombait à Macieyovitze et les soldats de la République entraient à Cologne, à Bonn, à Coblentz...

Ici c'était la victoire. Là-bas, c'était la fin, une catastrophe telle que le monde n'en avait pas vu depuis la destruction de Jérusalem » (Sybel) [1].

1. Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française* (Paris 1892), t. IV, 41, 447. Sybel, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française* (trad. franç. Paris 1876), t. III, p. 62, 278. — *Archives Vorontzoff*, t. XX, 50

Le peuple polonais succombait à une tâche qu dépassait les forces d'un peuple. Il aurait fallu, dit Lord Brougham, qu'une coalition adverse, formée de toutes les autres nations, déjouât la cabale, et empêchât les copartageants de s'allier pour leur vile conspiration contre tout droit et toute loi, ou qu'elle se chargeât de les punir et d'effectuer la restitution... [1]

Pour le grand bonheur de l'humanité, ce démembrement rêvé par des spoliateurs ne fut qu'un rêve lugubre et criminel. La Pologne fut spoliée, déchirée, effacée de la carte européenne. Mais déchirée et politiquement anéantie, elle vivait. La jeune Pologne s'échappant clandestinement par les frontières ouvertes de l'Ouest, s'enrôla dans les légions volontaires sous la conduite de Dombrowski. Sur les champs de batailles d'Italie, dans les campagnes du Rhin et du Danube, guerroyant pour la gloire de la République française elle croyait fermement ressusciter la patrie polonaise. Elle comptait que l'étoile de la France et de Napoléon la mènerait vers les rives de sa terre promise. Engagé dans une guerre contre la Prusse et l'Autriche, Napoléon devait nécessairement avoir l'idée de soulever contre ces puissances leurs sujets récemment annexés. Sur son ordre, Dombrowski et Wybicki publièrent une proclamation adressée aux Polonais. Lui-même traversa la

1. Henry lord Brougham, *Works*, VIII, 66. suiv. Lord l. c. p. 504. M. Isambert de la Tour dans une lettre à M. Henri Bergson. (*Revue des Deux-Mondes*, du 1er décembre 1915.)

Posnanie et entra à Varsovie, où les troupes françaises furent reçues avec enthousiasme. Mais le nom de Pologne ne fut pas même prononcé dans le traité de Tilsitt. Napoléon, qui croyait avoir besoin du concours d'Alexandre pour assurer le succès de ses desseins, craignit de réveiller chez l'un des bénéficiaires des partages un ressentiment trop douloureux. Pour donner cependant une sorte de satisfaction aux Polonais déçus, il fonda un petit État, le *Duché de Varsovie*, avec le roi de Saxe comme souverain. On accepta le duché avec l'espoir qu'il serait rebaptisé, agrandi, qu'il redeviendrait une Pologne. En attendant, le duché donnait tout ce qu'on lui demandait : des recrues, et encore des recrues. On avait limité son armée à 30.000 hommes. Cependant ce chiffre était doublé. Le pays supportait le lourd fardeau et, en janvier 1812, il donna 65.000 hommes, en novembre 97.000. Le *blocus* stérilisa l'agriculture, anéanti le commerce des blés, seules sources de la richesse nationale.

Le Duché lia son sort au destin de Napoléon. Il s'incarna dans la personne d'un héros national, Joseph Poniatowski qui périt, avec les débris de l'armée polonaise, dans la bataille de Leipzig. En octobre 1913, la Pologne a célébré l'anniversaire de la mort glorieuse de son dernier chevalier.

Le Duché reçut de Napoléon une constitution et le Code Napoléon. Le statut constitutionnel du 12 juillet 1807, complété par le Code civil (1er mai 1808), est

la constitution du 3 mai 1791 adaptée aux nécessités nouvelles et remaniée dans l'esprit des constitutions de l'empire français. Dans l'ordre social, un pas immense : l'abolition du servage, l'égalité des classes. Mais vaines furent les espérances politiques du Duché, et pour cause. « Je ne puis ni ne veux consentir — disait Alexandre Ier au ministre français Caulaincourt — à rien de ce qui peut donner l'espérance ou même faire naître l'idée de la possibilité du rétablissement de la Pologne... » « Il est entièrement contraire à mes intérêts que la puissance du Duché s'accroisse, peu ou beaucoup. » Alexandre Ier demandait un engagement : « Il ne sera jamais question du rétablissement de la Pologne », une garantie du partage dans l'état actuel : la suppression des noms Pologne et Polonais dans tous les actes publics ou privés... »

Le ministre français des Affaires étrangères répondit immédiatement : « l'Empereur veut, non seulement ne point faire naître l'idée de renaissance de la Pologne, mais il est disposé à concourir avec l'empereur Alexandre à tout ce qui pourra en effacer à jamais le souvenir dans le cœur de ses anciens habitants. Sa Majesté approuve que les noms de Pologne et de Polonais disparaissent, non seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire (!) »

Kosciuszko, le grand héros de 1794, n'eut jamais confiance dans les promesses faites à Berlin en 1806. Il se tînt à l'écart tout le temps que dura le Duché. Il croyait

que bientôt un rayon de soleil allait redorer le vieux blason de l'indépendance nationale. Il alla au congrès de Vienne, il exhorta Alexandre, il lui rappela les promesses d'antan... Il mourut assez tôt pour ne pas connaître toute la désolation des espérances déçues.

Ces conditions rendirent le champ libre au parti du prince Czartoryski qui avait fondé ses espérances sur Alexandre. Quand les Russes entrèrent à Varsovie (13 février 1813), le prince reprit les pourparlers engagés depuis l'automne 1805. « Si Votre Majesté Impériale, au moment où la nation polonaise s'attend à la vengeance d'un conquérant, lui tend la main et lui offre de plein gré ce qui pour elle faisait l'objet du combat, l'effet en sera magique ! Que l'Empereur russe exécute ce que Napoléon a fait espérer sans l'accomplir, qu'il ressuscite la Pologne, qu'il la rende aux Polonais et qu'il s'en fasse roi ! »

Le Tsar assurait toujours n'avoir pas renoncé à son idée favorite de restauration de la Pologne. Répondant à une lettre de Kosciuszko, il disait au noble vieillard, au Cincinnatus polonais : « J'espère réaliser la régénération de votre brave nation... J'en ai pris l'engagement solennel. Encore un peu de temps et les Polonais recouvreront leur patrie et son nom... »

Il disait aux officiers polonais, après la revue des débris de l'armée polonaise dans la plaine de Saint-Denis : « Messieurs, nous avons appris à nous estimer sur les champs de bataille. Il est temps que les inimitiés

qui ont trop longtemps partagé nos deux nations finissent. J'aime et j'estime la vôtre. Vous avec droit à reprendre votre rang parmi les peuples. Vous méritez d'être heureux. Pour parvenir à ce but, j'emploirai toute la puissance que Dieu m'a donnée...[1] » Et de Vienne, il écrivait au comte Ostrowski, président du Sénat Polonais : « En prenant le titre de roi de Pologne j'ai voulu satisfaire aux vœux de la nation. Le Royaume de Pologne sera uni à l'empire de Russie par les titres de sa propre constitution, sur laquelle je désire de fonder le bonheur du pays. Si le grand intérêt du repos général n'a pas permis que *tous les Polonais* fussent réunis sous le même sceptre, je me suis efforcé du moins d'adoucir, autant que possible, les rigueurs de leur séparation et de leur obtenir partout les jouissances possibles de leur nationalité. » (30 avril 1815.)

Le congrès de Vienne allait consacrer les victoires des alliés sur Napoléon et sur la malheureuse France !

Au Congrès, on discuta entre autres la question de Pologne. On en parla beaucoup. Tout le monde voulait voir la Pologne libre. Mais « Hardenberg (Prusse) demandait pour son maître une partie du duché. Nesselrode (Russie) répliqua que son maître voulait tout. Metternich fit observer que le duché n'avait pas été conquis par les seules armées russes,

1. Allocution notée par un officier polonais, Pradzynski, *Mémoires*, publiées à Cracovie, 1908, t. I, p. 221.

que les Autrichiens avaient contribué à la conquête[1] ».

— « A Paris, dit le Tsar, dans un célèbre entretien entre Alexandre et Talleyrand, vous vouliez un royaume de Pologne. Comment se fait-il que vous ayez changé ? » « Mon avis, Sire, est encore le même. A Paris, il s'agissait du rétablissement de toute la Pologne. Je voulais alors son indépendance comme je la voudrais aujourd'hui. Mais il s'agit maintenant de toute autre chose... » Et Alexandre de riposter : j'ai deux cent mille hommes dans le duché de Varsovie : que l'on m'en chasse !... Vous parlez toujours de principes. Votre droit public n'est rien pour moi ; je ne sais ce que c'est. Quel cas croyez-vous que je fasse de tous vos parchemins et de vos traités ?... »

Et la Pologne sortit du congrès, partagée pour la sixième fois (1772, 1793, 1795, 1806, 1809). La Russie obtenait intégralement le Duché de Varsovie. La Posnanie restait à la Prusse. La région de Tarnopol, cédée à la Russie en 1809, était rendue à l'Autriche. Cracovie fut déclarée ville libre.

Les clauses du Traité de Vienne contenaient des choses bien intéressantes : une constitution libre, une administration distincte, l'extension intérieure, qu'on

1. Les négociations avaient revêtu à plusieurs reprises un caractère si aigu, qu'une rupture était sérieusement à craindre quand la surprise du débarquement de Napoléon, le 7 mars 1815, eut une influence décisive, et l'accord s'établit, comme de lui-même, par le traité du 8 juin.

interprétait comme expansion de l'autonomie du royaume sur les provinces lithuaniennes...

Il y eut alors, parmi les Polonais, un mouvement de gratitude si général et si profond, que Kosciuszko écrivit à l'Empereur pour offrir de dévouer le reste de son existence au service de Sa Majesté.

En novembre 1815, Alexandre I[er] entrait à Varsovie. C'était la première entrée officielle d'un monarque russe dans la capitale de la Pologne. Le 27, il signa une nouvelle constitution (d'après le projet de Czartoryski) plus libérale que la Charte française de 1814, plus libérale au point de vue du droit électoral que la loi anglaise (avant la liste de la réforme de 1832). Elle contenait aussi des restrictions qui devinrent plus tard des sources d'infractions aux droits accordés. [1] En attendant, elle promettait toutes les libertés, liberté de la presse, liberté individuelle; tous les actes en polonais, tous les employés polonais. Le Conseil d'Administration comprenait cinq ministres, assistés d'un commissaire impérial, Novossiltzeff; le commandement de troupes fut confié au Grand-Duc Constantin. Il n'y avait que ces deux Russes dans l'administration du pays. Malheureusement, ni l'un ni l'autre ne furent aimés. Le Grand-Duc était travaillé par des instincts violents, incohérents. Il avait également des accès de bonté. Il haïssait le pays, les habitants, surtout la constitution.

1. Ainsi la vieille formule polonaise : *neminem captivabimus nisi jure victum*, fut remplacée par : *neminem captivari permittemus*.

En même temps, il se sentait, malgré lui, attiré vers la Pologne, il sentait l'équité de la cause polonaise, il subissait l'attrait de la civilisation polonaise et de la femme polonaise... A peine était-il installé à Varsovie que Czartoryski écrivait à l'Empereur : « tout ce qui est forme, règle, loi est couvert par lui de ridicule... Il veut absolument introduire les coups de bâtons dans l'armée. » Bientôt, les soldats désertèrent, les officiers démissionnaient ou se suicidaient. Novossiltzeff, ancien ami de Czartoryski, transformé avec le temps en ennemi acharné de la Pologne, personnage lugubre, surveillait le Royaume. L'idée d'une Pologne réunie à la Russie venait de naître, et déjà, il organisait à Varsovie une police secrète et couvrait le royaume et la Lithuanie d'un filet d'espions, serré et délicat comme une toile d'araignée. Le budget annuel de cette police secrète atteignit bientôt la somme de cinq cents mille florins polonais.

Les Polonais demandaient que la constitution à laquelle ils avaient prêté serment fut pratiquée en toute sincérité. Trompée dans cet espoir légitime, la nation se défendait en créant des sociétés secrètes. Ces sociétés étaient si peu subversives que de hauts militaires s'y coudoyaient, des lieutenants-colonels, Krzyzanovski et Pradzynski, un major, Waleryan Lukasinski... A Wilno prospérait une société : les *Philarètes,* dont fit partie le jeune poète Adam Mickiewicz. L'état d'âme du royaume s'incarnait en Valérien Lukasinski, un des plus nobles caractères de ce temps, un héros de Plutarque. Traîné

dans les cachots de Varsovie par Novosiltzoff, plus tard, en 1830, après la fuite de Constantin, enchaîné à un canon et traîné à travers les plaines de la Russie, Lukasinski fut enterré vif dans la cave sombre de Schlisselburg où il mourut (1868) après trente ans d'une agonie atroce, ayant perdu la vue et l'ouïe, n'ayant jamais revu personne de sa famille[1].

En ouvrant la première diète du royaume, le 27 mars 1818, Alexandre prononça un éloquent discours en français et dit : « Vous m'avez offert le moyen de montrer à ma patrie ce que je prépare pour elle depuis longtemps... » Ceci annonçait comme l'aube d'une constititution pour l'Empire russe.

« Grâce à notre divin Sauveur, écrivait l'Empereur, le 19 mars, de Varsovie, je jouis ici d'une plus grande tranquillité qu'à Moscou et Pétersbourg. La disposition des esprits est excellente, et je suis heureux d'avoir suivi fidèlement envers cette nation la pensée que Notre Sauveur m'a mise dans le cœur[2]... C'était un rêve. Il ne dura pas.

En 1820, l'Empereur parlait déjà du réveil du génie du mal en Europe.

... L'atmosphère de la diète devenait bientôt irrespirable. Les défenseurs de la constitution se voyaient persécutés. Alexandre fit savoir, par l'intermédiaire du

1. Comp. le beau livre polonais du professeur Askenazy sur *Lukasinski* (Varsovie, 1908, 2 vol.).

2. Lettre à Koscheleff citée par le Grand-Duc Nicolas Michaylovitch, *Alexandre Ier* (Pétrograd 1911, t. II, p. 8.).

ministre, qu'étant l'auteur de la constitution, lui seul pouvait *l'interpréter*.

Ce principe posé, on ne convoqua plus de Diète. En 1825, on supprima la publicité des séances de la Diète, sauf pour les deux séances d'ouverture et de clôture.

L'élection des frères Niemojowski, principaux constitutionnalistes du Royaume, avait été cassée. Ils furent réélus. On supprima alors le droit d'élire les députés pour le palatinat de Kalisz. Les travaux de la Diète n'intéressèrent plus que les ministres. La vie nationale descendit toute entière dans les profondeurs périlleuses des catacombes.

Après la mort d'Alexandre, une révolution, dite de Décembristes, éclata à Pétrograd. On découvrit que la Société Patriotique Nationale avait été un instant en relations avec les nobles rêveurs russes. Le nouvel empereur Nicolas fit instituer une Commission d'Enquêtes. Le butin de Novossiltzeff ne fut pas excessif : huit personnes seulement comparurent devant une Cour Suprême. Elles furent acquittées après une longue détention préventive. Une seule fut condamnée à une peine correctionnelle pour n'avoir pas révélé le complot russe. Nicolas « promit et jura devant Dieu » — ce sont ses propres paroles — qu'il observerait l'acte constitutionnel. Mais, en 1826, après la mort du vice-roi Zajonczek, il fit cumuler, contre la lettre de la constitution, dans la personne de Constantin, son frère, les deux fonctions de lieutenant du Royaume et de généralissime.

Constantin ne voulait plus de Diète. Il disait : « Les langues vont s'agiter de nouveau, on les coupera ».

La Diète fut convoquée pour le 20 mai 1830. Nicolas l'ouvrit. Comme son prédécesseur, il introduisit dans les projets de loi des attaques contre le Code Napoléon, fils, disait-il, de Satan et de la Révolution Française.

Les députés firent opposition. Un souffle de patriotisme révolutionnaire passait, réunissant Vilno à Varsovie, allant vers Kalisz où Wincenty Niemojowski, le constitutionnel, méditait au cachot les articles octroyés par l'empereur de Russie au roi de Pologne, articles contresignés par les puissances du congrès de Vienne... Et toute la société, étudiants, soldats, professeurs, députés, bourgeois, les belles dames des châteaux et des villes, récitaient le poème grandiose d'Adam Mickiewicz, « Konrad Wallenrod. » En tous vibrait ce cri d'Alfieri :

Siamo schiavi ma schiavi semvre frementi. (Nous sommes des esclaves, mais des esclaves toujours frémissants.)

C'est alors qu'éclata à Paris, la Révolution de Juillet 1830, qui causa dans le monde un tressaillement universel. Les peuples que le traité de Vienne avait asservis, s'agitèrent. L'apparition du drapeau tricolore flottant sur l'hôtel du consulat de France à Varsovie, fit battre d'espoir les cœurs des Polonais. D'indignation aussi, Nicolas Ier, à l'instar de sa

grand'mère Catherine, brûlait du désir de détruire le foyer de la Révolution. Il se croyait fort du principe de légitimité, rocher sur lequel était bâti la forteresse de la Sainte-Alliance. Il faisait des préparatifs énergiques pour la guerre. Il ordonna que l'armée polonaise du Royaume fût prête à marcher en avant-garde contre la France républicaine. Rappelons les paroles de Lafayette prononcées à la Chambre des Députés le 15 janvier 1831 : « Messieurs, la guerre était préparée contre nous ; la Pologne devait former l'avant-garde : l'avant-garde s'est retournée contre le corps de bataille ; et l'on s'étonnerait que cette avant-garde excitât tous nos vœux, toute notre reconnaissance, toute notre sympathie [1]. »

La Révolution éclata le 29 novembre.

« Enfin — écrivait dans l'*Avenir* de l'abbé de Lamennais le comte Montalambert, le 12 décembre 1830 — enfin elle a jeté son cri de réveil, enfin elle a secoué ses chaînes, et en a menacé la tête de ses oppresseurs — cette fière et généreuse Pologne... Le monument sacrilège que le XVIIIe siècle nous a légué, est effacé de la carte de l'Europe, l'œuvre impie du congrès de Vienne est anéantie... On ne reverra plus l'impitoyable diplomatie distribuer les hommes comme de vils bestiaux et vendre la foi des nations au plus offrant... ! »

On fit partir le Grand-Duc, on essaya de négocier avec Nicolas, en lui demandant le maintien et l'observa-

1. *Archives Parlementaires, Deuxième série*, tome 66, p. 177.

tion de la constitution. Nicolas répondit en flétrissant les sujets qui osaient proposer des conditions à leur souverain légitime. Il s'assura la complicité de la Prusse et de l'Autriche. Le sort était jeté. La fortune des armes fut contraire aux Polonais.

Le nombre était contre eux. Malgré les premiers échecs des Russes, les forces polonaises furent bientôt décimées. Les chefs perdirent courage. On en appela à l'Europe. L'Angleterre ne voulait pas se brouiller avec la Russie. Louis-Philippe voulait être reconnu par Nicolas Ier, et la Révolution polonaise paya les frais de cette reconnaissance.

Après une guerre de neuf mois, les forces polonaises étaient brisées. Le 8 septembre, les Russes occupèrent Varsovie.

Le maréchal russe, Paskiéwitch, écrivit au Tsar: *Sire, Varsovie est à vos pieds...* Ces paroles lancées des bords désolés de la Vistule eurent un écho douloureux sur les bords de la Seine, dans les dures paroles du ministre français Sébastiani : *l'ordre règne à Varsovie.*

Le général Lafayette prononça à la Chambre (21 septembre) un discours plein d'amertume, où il reproduisit une missive de la légation polonaise qui disait « que c'est le ministre français des affaires étrangères, M. Sébastiani, qui nous a engagés le 7 juillet à envoyer un messager à Varsovie, auquel il a donné les frais de route, et que le but de cet envoi était, comme nous l'a dit Son Excellence le comte Sébastiani, de porter notre

gouvernement à tenir encore deux mois parce que c'était le temps nécessaire pour les négociations... »

Mais Casimir-Perrier, le comte Sébastiani — ce n'était que le gouvernement de Louis-Philippe. Tout autre était l'attitude de l'opinion publique en France.

Le 10 septembre, la Chambre des Députés s'occupa des pétitions en faveur de la Pologne. 300 habitants de Paris, 600 citoyens de Metz, 300 habitants du Mans, une pétition collective des habitants de Paris, de Brest, de Sales, de Ménilhubert, Domfront et Lohuec — présentée par de Lamennais, Lacordaire et Montalambert — demandaient qu'on reconnaisse comme État la Pologne, qui, depuis quarante ans, a prodigué son sang pour la France. Le rapporteur, M. Malet, s'associait à ces vœux, en déclarant que la Chambre ne demandait qu'à aider à la renaissance de la Pologne ». « Nous souhaitons son rétablissement au rang des nations et c'est à quoi, nous en avons l'assurance, aboutiront les efforts de notre diplomatie... » [1]

La Chambre des Députés ne savait pas, au moment où elle entreprenait la discussion des pétitions en faveur de la Pologne, que l'insurrection polonaise était vaincue. La nouvelle de la capitulation de Varsovie n'arrivait à Paris que le 15 septembre, et le lendemain, Lamennais écrivait cette page magnifique, une des plus belles qu'ait écrites ce grand génie réformateur.

« Varsovie a capitulé. L'héroïque nation polonaise,

1. *Archives Parlementaires*, l. c., t. 69, p. 519.

délaissée de la France, repoussée par l'Angleterre, vient de succomber dans la lutte qu'elle a si glorieusement soutenue pendant huit mois. Le joug va peser de nouveau sur le peuple des Jagellons et des Sobieski... Que chacun garde ce qui est à soi : aux égorgeurs — le meurtre et l'infamie; aux vrais enfants de la Pologne, une gloire pure et immortelle; à nos ministres — leur nom, il n'y a rien au-dessous :

« Ainsi donc, peuple généreux, notre frère de foi et notre frère d'armes, lorsque tu combattais pour ta vie nous n'avons pu t'aider que de nos vœux, et à présent que te voilà gisant sur l'arène, nous ne pouvons te donner que des pleurs... La liberté a passé sur toi comme une ombre fugitive, et cette ombre a épouvanté tes anciens oppresseurs. Ils ont cru voir la justice...

« Peuple de héros, peuple de notre amour, repose en paix dans la tombe que le crime des uns et la lâcheté des autres t'ont creusée. Mais ne l'oublie point, cette tombe n'est pas vide d'espérance; sur elle il y a une croix, une croix prophétique qui dit : Tu revivras! »

L'insurrection de 1830-31 était étouffée. Les troupes polonaises avaient quitté le Royaume; on les désarmait sur les territoires autrichien et prussien. Un mois après

1. *L'Avenir*, 17 septembre 1831. — L'abbé de Lamennais n'était pas isolé dans ses sentiments. L'opinion populaire était toute acquise à la cause de la Pologne : « Tous, nous nous étonnions, dit Louis Blanc, après la prise de Varsovie de cet acharnement de la fortune qui envoyait à la France une autre journée de Waterloo... » (*Histoire de dix ans*, II, 473). — Comp. les poésies de Barthelémy (*Noble soeur, Varsovie! elle est morte pour nous!...*), de Casimir Delavigne, de Béranger...

la capitulation de Varsovie, ce fut la reddition des forteresses de Modlin et de Zamosc. Le Gouvernement russe décréta l'amnistie accordant le pardon aux combattants polonais, mais à peine commençaient-ils de retourner au pays, qu'on s'empressa de les incorporer dans les régiments russes. « Quiconque faisait partie du commandement — écrivait Nicolas Ier à son lieutenant-gouverneur Paskiéwitch, sera envoyé à Yaroslaff. Quant au reste de la canaille, dirigez-là sur Vologda... » Les simples soldats étaient expédiés vers les lointaines provinces de l'Est, au Caucase, parmi les Tartares, vers la frontière de Chine. La Haute-Cour condamna par contumace à mort 258 personnes réfugiés en France, en Allemagne, en Angleterre. Cette peine fut commuée en 1834 en celle de la déportation à perpétuité. Toutefois le Tsar se préoccupait plus de l'avenir que du passé, de mesures préventives que de châtiment. La Constitution du Royaume de Pologne fut supprimée. On confisqua un dixième des propriétés foncières polonaises. On proclama l'état de guerre — il dura vingt-deux ans! Les Universités de Wilno et de Varsovie, la Société Scientifique de Varsovie furent fermées; le même sort frappa le lycée de Krzemieniec. Les bibliothèques de ces Écoles furent expédiées en Russie, Varsovie perdit 23 écoles entre 1830 et 1847, en gagnant trente mille habitants.

On interdisait aux Polonais la lecture des œuvres de Mickiewicz, de Slowacki, de Krasinski, de Lelewel; leurs noms mêmes ne devaient plus être prononcés en public.

Cet état de choses dura près de soixante-dix ans. Jusqu'en 1905, le théâtre de Varsovie représenta la belle tragédie de Jules Slowacki « *Mazepa* » comme l'œuvre de *Monsieur J. S.* En 1900, on n'avait pas encore réussi à obtenir l'autorisation de publier une biographie du grand historien national Lelewel.

Cependant la Pologne vivait. Des milliers de Polonais avaient émigré. Ils s'étaient surtout portés vers la France. Officiers, soldats, gouvernement national, membres de la Diète, aristocratie, petite noblesse, bourgeois, paysans — il y avait là toute la Pologne en raccourci. En quittant son pays, la Pologne gagnait la sympathie des meilleurs esprits de l'époque. Son pèlerinage à travers l'Europe ne ressemblait pas à un enterrement : c'était une marche triomphale. Lafayette, Montalembert, tant d'autres encore en France, lui accordèrent leur protection. Parmi les émigrés se trouvait le plus grand des poètes qui ait jamais illustré les lettres polonaises. Plus le mal empirait dans le pays, plus la vie réelle se faisait attristante, et plus on voyait s'épurer les sources de leur inspiration. Ce n'était pas seulement des artistes, mais des ποιηταί, dans le sens grec du mot : des créateurs. La Pologne n'était plus qu'un cimetière, ils reconstruisaient une nouvelle Pologne, une forteresse qui pouvait résister à toutes les attaques, *une cité de Dieu*. Ils avaient allumé un immense foyer de vie spirituelle, de sacrifice et d'abnégation, et venaient y reforger eux-mêmes leur inspiration poétique, s'élevant ainsi vers les

hautes cimes de la beauté immortelle. Leurs œuvres furent la manne céleste, la nourriture spirituelle de générations entières. Nous avons des documents qui nous renseignent sur la manière dont les déportés polonais de Sibérie accueillaient les poèmes du grand chantre national Adam Mickiewicz. On les propageait dans le pays aux risques des plus grands dangers; on les y apportait comme des reliques sacrées. Copiées et recopiées mille et mille fois, des générations entières les savaient par cœur; elles pénétraient dans le sang et se répandaient comme un flot vivifiant à travers l'organisme national tout entier.

Chez les émigrés, cette Pologne « *en miniature* », la vie politique était très active. Toutes les classes sociales, toutes les opinions y étaient représentées.

Cédant à la pression des représentants de la Russie, le Gouvernement français dispersa les émigrés à travers tout le pays. On créa des dépôts sur lesquels ils furent dirigés. Si l'on visite les cimetières du Centre et du Midi, on y rencontre partout des tombes polonaises. Les restes de Mochnacki, l'éminent historien de l'insurrection de 1830, reposent à Auxerre. Slowacki, Bohdan Zaleski, Lelewel ont été enterrés au cimetière Montmartre, à Paris; il y a dans ce cimetière toute une *Avenue des Polonais*. Montmorency, Avignon, Poitiers, Besançon, combien d'autres villes encore, abritent dans la mort ces rêveurs dont les descendants payèrent à la France l'hospitalité qu'elle avait accordée à leurs pères,

en versant pour elle leur sang en 1870. Ils le versent encore maintenant.

Avant pourtant de trouver l'éternel repos dans les cimetières de France, ces combattants de la liberté avaient fait de fréquentes incursions en Pologne. Les incursions tournèrent mal, mais elles éveillaient l'enthousiasme, elles gagnèrent à la cause de nombreux adeptes. Aussi, bien que Simon Konarski fût mort à la potence, et que Zaliwski pris en Galicie eût souffert dans les cachots de Kufstein jusqu'à l'année 1848, chaque retour au pays ranimait la flamme inextinguible de la protestation et de l'espérance.

Le parti de Czartoryski ne repoussait pas en principe l'idée d'une insurrection tentée pour reconquérir l'indépendance nationale. Il était toutefois opposé à un éclat prématuré qui n'aurait pas l'appui des puissances, et qui ne réussirait pas à grouper sous l'étendard révolutionnaire toutes les classes sociales de la Pologne. Il considérait la noblesse comme la grande force morale de la nation. Pour la future organisation politique du pays, il réclamait le régime monarchique. Mais il n'était point hostile à l'affranchissement des paysans, tout en se proposant au reste de ne s'engager que petit à petit dans les réformes sociales.

Toutes différentes étaient les ambitions du parti démocratique. Celui-ci adoptait le point de départ de la démocratie française de l'époque et s'inspirait des prin-

cipes de la Révolution de 1789. Il demandait la liberté et l'égalité de tous les citoyens. Ce qu'il lui fallait, ce n'était plus uniquement l'émancipation de la classe paysanne, déjà opérée par l'introduction du Code Napoléon, mais aussi l'abolition définitive du privilège que constituait toujours la propriété. Le sol avait jadis appartenu au paysan qui le cultivait ; le paysan en avait été dépossédé par la noblesse. La noblesse doit le restituer. La noblesse doit disparaître. C'est un monstre médiéval qui paralyse les progrès de la liberté et de la civilisation. L'abolition de tous les privilèges de la noblesse et la restitution au peuple de ses droits naturels peuvent seules donner à la future Pologne la force nécessaire. Ce n'est qu'alors que l'amour sacré de la patrie enflammera le cœur des masses populaires et réveillera leurs forces assoupies ; ce n'est qu'alors que cette patrie redeviendra une vraie mère qui étend sa protection sur tous ses enfants. Aussi, se porteront-ils tous à son secours. Nous pourrons alors tenter un soulèvement sans l'appui des autres et nous libérer nous-mêmes du joug ennemi. »

N'oublions pas que ceux qui faisait cette déclaration sortaient eux-mêmes des rangs de la noblesse. Et c'est à cette même noblesse qu'ils s'adressaient, parlant aux représentants des générations nouvelles. C'est grâce à eux que la propagande — après bien des années — trouva un écho dans l'âme du peuple. Le travail préparatoire avait duré longtemps. Une colonie cependant,

celle de Portsmouth, en Angleterre, eut, dès le début, un caractère franchement populaire.

Le parti démocratique ne se bornait pas à la propagande de ses idées. Il chercha à les mettre en action. La révolution de 1846 a été son œuvre, bien qu'il la considérât comme prématurée. Mais les cercles révolutionnaires de Cracovie et de Posen pensaient autrement. Composés de jeunes et d'enthousiastes, ils réclamaient la réalisation immédiate des grands principes de la révolution sociale au moyen d'une insurrection nationale. Louis Mieroslawski, qui passait dans les milieux révolutionnaires pour un stratégiste de génie, reçut l'ordre de faire éclater le mouvement le 21 février 1846. On nomma des chefs militaires, on créa un gouvernement national. Mais on manquait d'armes et de soldats. Le 12 février, les pouvoirs prussiens firent arrêter à Poznan Louis Mieroslawski, Libelt et beaucoup d'autres conspirateurs. Dans le Royaume de Pologne un certain nombre de jeunes gens furent pendus. Les choses prirent un tour plus tragique encore en Cracovie érigée en république par le traité de Vienne. Là aussi on avait créé un gouvernement national. Il avait transmis ses pouvoirs à un dictateur. On avait publié un manifeste qui donnait aux paysans la terre et la liberté. On avait commencé à organiser des détachements armés. Mais tout cela devait finir bientôt de la manière la plus imprévue et la plus tragique. Les insurgés virent se dresser contre eux le paysan galicien.

Fidèle à sa devise « *diviser pour régner* » le Gouvernement autrichien faisait répandre par ses fonctionnaires le bruit que les propriétaires fonciers s'armaient pour arracher aux paysans leurs droits et leurs libertés. Metternich décida d'opposer à la révolution polonaise une Saint-Barthélemy. On vient de découvrir, dans la poussière des archives, un ordre du jour du gouverneur de Lemberg (Lwow), Milbacher : « Appelez tous les paysans, qu'ils arrivent avec leurs faux. Ordonnez qu'ils s'emparent de tous les révolutionnaires. S'ils se défendent, qu'on les tue. Avec cent paysans, vous pourrez tuer cent de ces bandits. Dans la circonscription de Tarnoff les paysans ont bien travaillé; ils en ont pris cent huit, entre autres quatre comtes; ils en ont tué vingt-sept... » Lemberg 22 février 1846 [1].

A Tarnoff, le mouvement fut dirigé par le préfet Breindl von Wallerstein. Breindl payait dix florins par tête d'insurgé tué, et cinq florins pour ceux qu'on prenait vivants. Un misérable paysan du nom de Szela tua dix-sept membres d'une famille Bogusz. Un survivant de cette boucherie adressa une supplique à l'empereur. Celui-ci répondit par le décret du 5 août 1847 : « Désireux de donner une marque toute spéciale de notre faveur pour le témoignage de fidélité à notre trône, et voulant récompenser la conduite toute loyale du sieur

1. Un fac-similé de l'ordre de Milbacher est reproduit dans le volume de B. Lozinski sur « l'Histoire de la Galicie au XIX[e] siècle » (pol.). Lwow, 1913, p. 335 et 163.

Szelá pendant les événements qui se sont déroulés en Galicie au cour de l'année passée... nous lui accordons la grande médaille d'honneur en or, portant l'inscription *bene meriti...* »

Les paysans attaquèrent les habitations seigneuriales et tuèrent avec des faux des hommes sans défense. Des fonctionnaires autrichiens-allemands, tchèques, et hongrois, déguisés en paysans, commandaient les bandes. Deux mille personnes périrent pendant cette année terrible, de la main des malheureux et ignorants paysans galiciens. Ainsi le grand poète Cornel Uieyski, avait droit de chanter dans son hymne bien connu, en s'adressant au Seigneur :

> Mais ils ne sont pas tous responsables
> Du tort qu'ils font à notre avenir :
> D'autres démons sont les vrais coupables
> Et ce sont eux que tu dois punir.
>
> Trad. par V. Gasztovtt.

Aux termes d'un traité conclu à Berlin entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, la République de Cracovie cessait d'exister, et était incorporée à l'Autriche sous le nom de Grand-Duché de Cracovie.

La Révolution française de 1848 fut pour la Pologne l'occasion d'un nouveau mouvement insurrectionnel. Le monde civilisé s'ébranlait tout entier dans ses fondements. Les cœurs polonais battirent plus fort. Les condamnés de 1846, enfermés dans les cachots de Moabit à Berlin, furent remis en liberté et portés en triomphe

par la population à travers les rues. Frédéric-Guillaume s'engagea par écrit à réorganiser le Grand-Duché de Poznanie. Il donna ses promesses, plein d'une frayeur mortelle pour sa propre personne et pour son avenir. Il les retira sitôt ses terreurs dissipées.

A Cracovie et à Lwow, on fonda des Comités qui présentèrent à l'empereur une adresse pour réclamer l'abolition du servage et des droits nationaux pour toute la population du pays. En même temps, on demandait à la noblesse de libérer les paysans sans attendre le décret et les décisions de Vienne. Mais le Gouvernement s'inquiéta : « à quoi aboutissait cette démagogie? » Le 1er avril, un ordre partit de Vienne annihilant tout affranchissement dû à l'initiative privée; le Gouvernement accordait lui-même aux paysans la terre et supprimait la corvée, se chargeant en même temps de dédommager les propriétaires fonciers aux frais du Trésor. Les fonctionnaires ne se lassaient pas d'expliquer aux intéressés que l'abolition du servage était une libéralité de l'empereur, qui ne leur demandait, en retour, que de rester fidèles à son trône.

Le Gouvernement de Vienne ne tînt pas mieux ses promesses que celui de Berlin. Il noya la révolution dans le sang. La période de la réaction fut aussi une période de germanisation absolue. Alliés de tous les peuples opprimés, les Polonais ne se contentaient pas de se battre chez eux. Ils furent de toutes les révolutions européennes de 1848.

Lorsque la révolution éclata en 1848, à Milan, le grand poète national Adam Mickiewicz forma une légion polonaise qui combattit pour l'indépendance de l'Italie, convaincue qu'elle préparait ainsi les voies pour l'affranchissement de la patrie.

Nicolas Ier mourut. La Russie respira. On y annonçait de grandes réformes politiques et sociales. En mai 1856, Varsovie reçut la visite de l'empereur Alexandre II. On l'accueillit avec une cordialité où se manifestaient les espérances que le pays fondait sur lui. Pour en calmer le transport, il déclara aussitôt : *point de rêveries, Messieurs ! Tout ce qui a été fait par mon père a été bien fait.*

Le principe des nationalités, introduit dans la politique internationale par Napoléon III, éveilla chez le peuple polonais l'espoir de reconquérir son indépendance. Les luttes qui s'étaient déroulées sur les champs de Lombardie, les étincelles qui couvaient sous la cendre de douloureuses expériences et de cruels désenchantements, rallumèrent le sentiment patriotique et l'enthousiasme national. Les cœurs des jeunes frémirent. Garibaldi devenait presque un héros national. La jeunesse universitaire, et plus particulièrement les étudiants de l'Université de Kieff, se portèrent en masse, par des routes détournées, vers les rivages italiens pour combattre pour la liberté et l'unité de l'Italie. Plusieurs milliers de Polonais désertèrent dans le même but les Universités russes. A Varsovie, ce furent les élèves des Écoles supé-

L'exécution en fut confiée à l'un des grands landlords polonais, le marquis Wielopolski.

Le marquis n'était pas populaire. C'était un homme énergique et extrêmement arbitraire.

Pourtant il fit beaucoup pendant son passage au pouvoir. Tout d'abord il créa un système scolaire. Entièrement polonais par l'esprit qui le pénétrait, ce système était en même temps tout à fait européen par l'ensemble de ses tendances pédagogiques.

Mais la société polonaise, hypnotisée par l'idée d'une intervention de l'Europe, ne pouvait se contenter d'un système scolaire.

A Varsovie, le général Suchozanet ne parlait pas de la question scolaire et restait fidèle au système des représailles. Le mouvement révolutionnaire s'affirmait de plus en plus.

Dès scènes comme celles de Varsovie s'étaient reproduites à Vilno, et en soumettant au même système de repression toutes ces provinces, la Russie scellait, en quelque sorte, par sa propre politique, cette unité de la vieille patrie polonaise, qu'elle s'appliquait à combattre. Une proclamation officielle parlait de la Lithuanie, patrie de Kosciuszko et de Mickiewicz, comme d'une province qui avait toujours appartenu à l'empire russe et dont l'union à la Pologne n'avait été que de très courte durée. Ce fut là l'origine du pèlerinage d'Horodlo. Horodlo est une petite ville au-delà du Boug, où s'est accomplie, il y a plus de quatre siècles et demi, l'union

de la Lithuanie et de la Pologne. L'anniversaire de cette union se célébrait le 10 Octobre. Dès le mois de Septembre, des pèlerins de toutes les parties de la Pologne se dirigeaient vers cette localité. La veille du 10 Octobre *ils* se rencontrèrent en nombre immense aux approches d'Horodlo.

Pendant les élections faites à la fin de Septembre pour la nomination des membres des conseils de province et de district, les électeurs s'étaient entendus pour signer deux pétitions : l'une demandant une représentation nationale, l'autre, l'émancipation des juifs. Ces deux pétitions devaient être remises au lieutenant de l'Empereur le 18 Octobre. On eut vent de cette démarche dans les sphères officielles, et, comme elles coïncidaient avec l'agitation qui se manifestait dans l'empire même, avec les troubles des Universités de Pétrograd et de Moscou, le lieutenant décréta le 14 Octobre l'état de siège. Le 15 Octobre devait avoir lieu une manifestation pour célébrer la mémoire de Kosciuszko. La population se rendit dans les églises, les troupes n'empêchaient personne d'y entrer. Mais une fois les églises pleines, l'armée reçut l'ordre de les cerner. La foule refusa de sortir, elle resta dans les églises toute la journée et une partie de la nuit, exaltée, souffrant de la faim, mais inébranlable.

A quatre heures du matin, après un siège de dix-sept heures, les soldats envahirent la cathédrale. Plus de deux mille personnes furent arrêtées et conduites

à la citadelle. Une scène incroyable se déroula le matin entre le général Gerstenzweig, commandant militaire de Varsovie, et le comte Lambert, lieutenant de l'Empereur. L'un était l'auteur de l'irruption des troupes dans les églises, l'autre protestait contre cette mesure qui allait consolider tout le clergé du pays dans le camp des ennemis implacables du régime. Après des propos très vifs, le général se brûla la cervelle et le comte Lambert quitta subitement Varsovie pour ne plus y rentrer. C'est dans ces conditions, sous l'influence de ces représailles, que s'organisèrent dans le pays les forces révolutionnaires.

Pendant ce temps, Wielopolski travaillait à Pétrograd, s'efforçant de faire comprendre à l'Empereur que, seules, des réformes radicales dans l'administration et le gouvernement du pays pourraient amener un apaisement. La lieutenance générale du Royaume fut confiée au Grand Duc Constantin, frère du tsar ; Wielopolski fut mis à la tête du gouvernement civil. Wielopolski apportait des réformes : remplacement obligatoire de la corvée par le cens, émancipation politique des juifs, réforme scolaire. Ce programme qui passait sous silence les aspirations et les besoins les plus essentiels du pays ne devait satisfaire personne. La Cour était partagée entre deux tendances différentes. Le Tsar voulait des réformes, les courtisans faisaient tout pour les mutiler et les rendre inappliquables. Un esprit de révolte soufflait à travers toute la Russie. Le Gouvernement compri-

mait et étouffait toute manifestation politique ou intellectuelle. La fermentation intérieure n'en persistait pas moins, et non parmi les étudiants seulement; elle avait gagné l'armée, la garde impériale elle-même, où beaucoup de jeunes officiers, acquis aux idées nouvelles, s'affiliaient aux sociétés secrètes et ne reculaient pas devant les opinions les plus radicales. Il en résultait une situation aussi confuse que grave, et le Gouvernement de Pétrograd se croyait menacé d'une crise décisive. Il entrevoyait pour le printemps de 1863 une explosion inévitable, où Russes et Polonais marcheraient peut-être ensemble. Le Gouvernement résolut de commencer la répression par la Pologne. La Pologne soumise, il lui serait plus facile de réprimer le mouvement en Russie. La première mesure fut une levée de recrues en Pologne.

Cette levée de recrues dans le Royaume fut décidé pour le 22 Janvier. Avertie, la jeunesse commença à fuir en masse vers les forêts. On forma des détachements.

Les forces russes dans le Royaume de Pologne se montaient alors à 85.000 hommes. Pourtant les détachements insurrectionnels purent tenir contre elles pendant un an et demi, et, dans certaines régions, jusqu'à l'année 1865. Pendant les 18 mois que dura l'insurrection, il y eut entre la Prosna et le Dniépr près de mille combats. Au bout de trois premiers mois, le mouvement s'était déjà étendu à la Lithuanie, à la Russie Blanche et

au gouvernement Sud-Ouest. Beaucoup de détachements étaient commandés par des officiers qui, peu de temps avant, servaient encore dans les rangs de l'armée russe, tels que le colonel Hauke[1], Heidenreich, Padlewski, Sierakowski, Rozycki. Parmi les officiers, on voyait des Russes comme Potebnia, ami de Herzen, des Français, parmi lesquels le noble Rochebrune, des Italiens comme Nullo.

Le Comité Central s'étant proclamé Gouvernement National, publia un manifeste qui était sa profession de foi. Il déclarait que « tous les fils de la Pologne seraient libres et égaux entre eux, et que la terre occupée par les paysans leur appartiendrait désormais en toute propriété ». Les anciens propriétaires seraient dédommagés...

On ne saurait comprendre le caractère et l'évolution de cette insurrection, en se plaçant seulement au point de vue russe ou polonais. Ce ne fut pas uniquement une lutte armée entre les troupes russes et les francs-tireurs polonais. Il y avait là une question de politique internationale qui préoccupa vivement toute la diplomatie européenne.

La Prusse était alors gouvernée par Bismarck. Il comprit qu'on pouvait et qu'il fallait profiter des difficultés au milieu desquelles se débattait la Russie, pour la réalisation de ses vastes desseins impérialistes. Il fit

1. Hauke-Bossak mort comme chef de division sous Dijon le 21 Janvier 1871.

donc au Gouvernement russe des offres confidentielles, qui aboutirent à un pacte conclu le 8 février 1863 par le général Gustave Alvensleben, et ayant pour but l'écrasement de l'insurrection polonaise. « Cette convention, dit Bismarck[1], représentait une victoire remportée par la politique prussienne dans le cabinet de l'Empereur de Russie sur la politique polonaise, défendu par Gortchakoff, le Grand-Duc Constantin, Wielopolski et par d'autres personnages influents ». Il aurait pu ajouter une victoire plus grande encore — celle de la diplomatie prussienne sur la diplomatie française. L'ambassadeur français à Pétrograd, le duc de Montebello, réduit à de très vagues indications sur l'objet de la mission Alvensleben, n'en méconnaissait pas l'importance. Il y voyait (rapports de février 1863)[2] une preuve de la puissance fatale du lien qui enchaînait l'une à l'autre les trois puissances depuis le partage de la Pologne.

A méditer cette phrase des *Souvenirs* de Bismarck : « *Une tendance polonophile de la politique russe était faite pour provoquer le rapprochement franco-russe poursuivi depuis la paix de Paris, et antérieurement dans d'autres occasions, et une alliance franco-russe favorable aux Polonais eût mis la Prusse dans une situation difficile*[3].

Le 11 Février, Bismarck vit l'ambassadeur de la Grande-Bretagne et l'informa de la convention. Sir

1. *Pensées et souvenirs* (trad. franç.) II, 392.
2. Comp. J. Charles-Roux, *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III* (Paris 1913), p. 328 suiv.
3. *Pensées et souvenirs*, l. c., II, 386.

Andrew Buchanan protesta. « Comment? la Prusse va coopérer avec la Russie à l'écrasement de l'insurrection polonaise? Elle va introduire des corps d'armée dans le Royaume? » — « Oui », dit Bismarck. La résurrection d'une Pologne indépendante est inadmissible pour la Prusse... L'insurrection devra être promptement étouffée de concert avec la Russie. Or, si la situation se développe et s'aggrave au point que les Russes soient chassés du Royaume, alors nous occuperons le Royaume pour le compte de la Prusse. »

— « Mais, riposte l'Anglais tout surpris de ces confidences, l'Europe ne le supportera jamais. »

— « Qui est l'Europe? demanda avec un calme glacial le ministre prussien. »

— « Différentes grandes nations », répondit Sir Andrew.

— « Sont-elles d'accord? » retorqua l'autre.

L'ambassadeur n'osa pas répondre positivement, mais affirma que la France ne tolérerait pas un nouvel écrasement de la Pologne.

— « Pour nous, affirma Bismarck, cet écrasement est une question de vie et de mort. »

Bismarck était alors, seul à offrir son concours à la Russie. L'Europe toute entière, même les Chambres prussiennes était contre lui. La France, — qui avait fait la guerre d'Italie, ravi aux Habsbourgs le Milanais, favorisé la monarchie de Victor-Emmanuel, arborait partout le drapeau de la volonté des peuples et faisait entendre

jusque dans l'Orient turc les mots de délivrance et de nationalité, — la France devait intervenir dans les affaires de Pologne.

Napoléon III adressa en effet à Alexandre II une missive personnelle : il lui conseillait de fonder un Royaume de Pologne indépendant, avec pour roi le Grand-Duc Constantin. Certain de l'appui de la Prusse, le Tzar repoussa cette proposition. La Cour des Tuileries, soutenue par l'opinion française, entreprit alors une campagne diplomatique sur une plus vaste échelle. Le 10 Avril, trois puissances : l'Angleterre, la France et l'Autriche adressèrent au Cabinet de Pétrograd des notes diplomatiques, qui demandaient à la Russie de replacer la Pologne dans les conditions d'une paix durable. Lord John Russell disait « la question est de savoir, si les engagements que la Russie a contractés par le traité de Vienne ont été et sont aujourd'hui fidèlement exécutés. Le gouvernement de Sa Majesté se croit obligé de dire que c'est négativement, qu'il faut répondre à cette question... »

La campagne diplomatique fut longue. Elle n'aboutit à rien. Jamais la sollicitude de l'Europe pour une nation malheureuse ne tourna ainsi au détriment de ceux mêmes qu'elle prétendait protéger.

Le triomphe de Bismarck aboutit aux guerres de 1864, 1866 et 1870...[1]

1. Comp. *Documents sur les Affaires de Pologne* (Livre Jaune), Paris, 1863. *Correspondence relating to the affairs of Poland* (Blue Book), Londres, 1863. *Correspondance confidentielle du Gouvernement Britannique sur l'insurrection polonaise de 1863*, publiée par T. Filipowicz (Paris-Cracovie, 1941).

La Russie avait 120.000 soldats en Pologne. Elle avait de son côté l'opinion publique russe. On proclamait Mouravieff l'*archange Michel de la sainte Russie*, on entrait dans une guerre qu'on disait *sainte*.

Au mois d'Avril, l'archevêque de Varsovie, Mgr Felinski, ne voyant pas d'issue, adressa à l'Empereur une lettre restée célèbre : « le sang coule à flots et la répression, au lieu d'intimider les esprits, ne fait qu'augmenter leur exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays. La Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative. Elle a besoin d'une vie politique. Sire, prenez d'une main forte l'initiative. Faites de la Pologne une nation indépendante, unie à la Russie seulement par le lien de votre Auguste famille. Seule solution capable d'arrêter l'effusion du sang et d'être la base solide d'une pacification définitive. Le temps presse. Chaque jour perdu creuse davantage l'abîme entre le trône et la nation. N'attendez pas, Sire, la fin de la lutte. Il y a plus de vraie grandeur dans la clémence qui recule devant le carnage que dans une victoire qui dépeuple un royaume!... »

Cette voix se perdit dans le désert.

Mouravieff était dictateur de la Lithuanie. A son arrivée dans la première ville de son gouvernement, il commença par dire aux agents qui lui présentaient des insur-

gés, faits prisonniers : « Il est inutile de faire des prisonniers! »

Impitoyable pour le clergé et la noblesse, Mouravieff faisait brûler les presbytères et les châteaux... Pour faire un exemple, il condamnait des innocents à la potence. Ses victimes peuplèrent les prisons, ou furent envoyées en masse dans les provinces les plus lointaines de l'empire.

A Varsovie, le général Berg, un Allemand, usait des mêmes procédés. Au mois de Juin, on destitua Wielopolski, on rappela aussi le Grand-Duc Constantin.

Pour empêcher toute possibilité d'un nouveau soulèvement, on décida d'introduire ce qui a été appelé la réforme paysanne. Nous avons déjà parlé plus haut de tout ce qui a été tenté en Pologne pour résoudre ce problème. L'insurrection, qui exerçait dans le pays une véritable dictature morale, avait tranché le nœud gordien de toutes les difficultés. Le servage était aboli et les redevances supprimées là où elles subsistaient encore. Par la volonté unanime de la nation s'accomplissait une grande révolution sociale. L'un des membres du Gouvernement national écrivait à sa femme la veille de son exécution : « Je meurs heureux. La question paysanne est résolue. Le paysan libre travaillera sur sa terre libre, je ne serai pas mort pour rien. « Le Gouvernement russe pouvait-il faire autrement que de reconnaître ce qui était déjà un fait accompli? En Octobre 1863, le Gouvernement envoyait à Varsovie une commission composée d'an-

ciens radicaux comme Milioutine, Samarine, Tscherkasski, et chargée d'élaborer un plan de réformes par lesquelles on devait gagner la population paysanne.

Ils croyaient que le principal obstacle aux rapprochements des Polonais et des Russes était la culture latine des classes dirigeantes de la Pologne. Pour faire rentrer la masse du peuple polonais dans sa soi-disante tradition slave, il fallait supprimer l'influence de ces classes dirigeantes, émanciper le peuple moralement et matériellement. Les paysans furent donc, aux dépens de leurs anciens seigneurs, rendus propriétaires de la maison et et de la terre, moyennant une indemnité. Les redevances et corvées furent abolies. Les conseils d'arrondissements (« communes » en polonais) furent soustraites à l'influence du curé et du châtelain. On s'arrangea d'ailleurs pour conserver les anciennes servitudes, de façon à provoquer entre châtelains et paysans des conflits dont l'administration russe serait l'arbitre : à cette fin furent créés quatre-vingt-cinq nouveaux fonctionnaires portant le nom de commissaires ruraux.

Les propriétaires fonciers reçurent leur indemnité sous forme d'obligations. Quant aux frais de la réforme, ils incombèrent aux paysans ; on les fit rentrer dans l'impôt foncier, que le paysan paya pendant quarante années sans aucune modification.

. . . .

« Varsovie, écrivait le 3 août 1864 la *Gazette de Moscou* de Katkoff, Varsovie a recouvré la plénitude de la vie

qui appartient aux grandes cités. Elle a un Théâtre Francais; elle a des acrobates excellents dans la « vallée suisse »; elle a de la musique dans le jardin de Saxe et le parc de Lazienki. Partout le public afflue en grand nombre, mais, plus qu'ailleurs encore, il se porte une fois par semaine à la gare du chemin de fer qui va de Varsovie à Pétersbourg. Cette promenade à la mode réunit chaque fois de quatre à huit mille personnes. Il y a là aussi de la musique, mais d'un genre particulier; ce sont des pleurs, des sanglots, des gémissements. Cette promenade, ce divertissement se nomme : *les adieux aux criminels politiques déportés*. Quoique le jour fixé pour le départ des convois de déportés soit toujours tenu secret, chaque fois Varsovie toute entière l'apprend la nuit même, et dès quatre heures du matin les environs de la gare sont encombrés d'une masse compacte. On ne déporte que quelques dizaines de personnes à la fois, et ce sont des milliers qui arrivent pour leur dire adieu....[1] »

1. Cité par Henri Martin, La Russie et l'Europe (Paris 1866), p. 181-2.

III

La Vie Politique en Pologne avant la guerre

> *« Les Polonais ne se laisseront pas digérer par l'étranger si leur mémoire reste fidèle à la liberté, s'ils en élargissent l'esprit, s'ils ne cessent de s'éclairer mutuellement et s'ils renoncent aux frivolités et aux fadaises pour se tenir prêts à tout événement. Ils ne se sauveront ni avec les bavardages, ni avec les enthousiasmes irréfléchis, ni avec l'espoir qu'on viendra leur tendre la main... »*
>
> HUGUES KOLLONTAY.

Le 15 Mai 1815, Frédéric Guillaume III adressait un appel aux habitants du Grand-Duché de Posnanie :

« Vous êtes incorporés à une monarchie sans que vous ayez besoin de renier votre nationalité. Vous recevrez une constitution provinciale. Votre religion sera respectée. Vos droits personnels et vos propriétés seront placés sous la protection des lois. Vous pourrez parler votre langue dans toutes les réunions publiques aussi librement que la langue allemande. Les fonctions publiques du Grand-Duché seront accessibles à chacun de vous dans la mesure de ses capacités... »

L'histoire de la Pologne prussienne, histoire de tout un siècle, est là pour prouver qu'aucune de ces promesses n'a été tenue.

On commença par donner au pays un lieutenant du roi, un Polonais, le prince Radziwill. Puis vint Flotwell, avec un plan complet de germanisation. Il fonda des églises pour propager la langue allemande, et acheta des terres polonaises pour les revendre à des Allemands.

En 1848, sous l'influence de la révolution française, eut lieu le grand mouvement des Polonais de Posnanie, que l'on a toujours opposé depuis aux partisans de mesures de conciliation.

« Ce mouvement, dit M. Moysset, replacé dans sa véritable perspective historique, perd beaucoup de force probante. L'idée d'unité enthousiasmait l'Allemagne libérale. L'Allemagne aurait dû voir, dans l'agitation en faveur de l'indépendance de la Pologne, une conséquence naturelle de ce mouvement [1] ».

Les Polonais ne demandaient que la réalisation des promesses de 1815. Leur demande fut noyée dans le sang.

C'est alors qu'apparaît l'ennemi implacable, le Chancelier de Fer. Au mois de Mars 1848, le Roi recevait, la tête découverte, une délégation polonaise de prisonniers politiques libérés par le peuple de Berlin, et promettait de faire étudier la réorganisation de la

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1908.

Posnanie. Pour Bismarck, alors hobereau inconnu de Poméranie, la politique du Roi constituait le plus regrettable donquichottisme auquel jamais un État se soit laissé aller pour sa ruine.

On lit en effet dans ses *Souvenirs* (II, 127) : « La nécessité d'entreprendre la lutte avec l'église catholique, « le *Kulturkampf*, — s'est imposée à moi par le côté « polonais de la question. » Le moyen le plus sûr de germaniser l'âme polonaise était, pour lui, d'interdire à l'école l'usage de la langue par laquelle cette âme s'exprimait et se perpétuait. Qui a l'école a la jeunesse; qui a la jeunesse a l'avenir. L'instituteur allemand, en s'introduisant dans l'école polonaise, se dressait du même coup contre Rome et contre la Pologne.

En 1873, on prescrivit dans les écoles de Posnanie l'emploi exclusif de l'allemand, exception faite pour l'enseignement religieux qui ne serait donné en allemand qu'aux élèves assez avancés dans cette langue. Le principe posé, on en tira avec le temps une interprétation qui rendit aussi obligatoire l'emploi de l'allemand dans l'enseignement religieux. On contraignit l'enfant à faire sa prière en allemand. L'enfant protesta ; les parents aussi.

M. Ladislas Reymont, le célèbre romancier polonais, nous décrit les misères des enfants polonais *Dans une École prussienne*. L'instituteur, au début de la classe, veut obliger ses élèves à réciter la prière en langue allemande. A dix reprises, il recommence les premières

paroles du *Vater unser*, sans que la voix d'aucun des enfants consente à s'élever pour lui faire écho. Peu à peu le gros Prussien s'exaspère, furieux d'une obstination que ne suffisent à vaincre, ni ses menaces, ni le souvenir des coups des jours précédents, et bientôt nous le voyons, une fois de plus, faisant comparaître tour à tour devant sa chaire chacun de ces petits rebelles, pour les punir de leur résistance.

« L'instituteur devenait de plus en plus rouge et, de plus en plus follement, il assouvissait sa colère ; mais les enfants s'avançaient vaillamment à l'appel de leurs noms, saisis d'une exaltation presque joyeuse, en murmurant tout bas, dans leur langue natale, la prière qu'ils allaient refuser de traduire dans la langue ennemie. Enfin l'homme, anéanti par leur héroïsme et sa propre fureur, leur ordonna de rester à leurs places.

« Haletant de fatigue, il s'était accoudé sur sa chaire, et parcourait d'un regard haineux ces visages têtus, sillonnés de raies bleues ou tachés de sang. Mais avant qu'il eût achevé de se calmer, voici que, là-bas, au dernier banc, se dressa une petite fille de sept ou huit ans, les lèvres roses, les yeux d'un bleu ciel, avec deux petites nattes de lin tressées autour du front ; et voici qu'avec une gravité craintive, elle s'avança vers la chaire et étendant timidement, tantôt l'une, tantôt l'autre de ses petites mains, murmura d'une faible voix toute pleurnichante :

« — Et moi, monsieur, vous ne m'avez pas encore battue [1] ! ».

Tout ce « cirque de Néron » n'aboutit à rien. Le docteur Nicaise raconte que, dans un village, le fils d'un pauvre jardinier frappé de quarante coups de verges par le maître d'école, blessé et meurtri, eut une peine infinie à rentrer chez lui... Le soir même, voyant de la lumière dans une grange qui lui appartenait et craignant quelque incendie, le châtelain du village alla voir ce qui s'y passait. Arrivé à la porte du bâtiment, il entendit des voix enfantines, et, entr'ouvrant la porte, il aperçut de jeunes écoliers qui chantaient un chant populaire inspiré par l'histoire nationale...Le petit jardinier, qui avait été roué de coups au point de ne pouvoir s'asseoir, adossé au mur, dirigeait le chant...

« Quand donc, remarque notre auteur, les hommes qui gouvernent de gré ou de force un pays comprendront-ils qu'on ne peut rien contre l'Idée ?... »

L'article 12 de la loi sur les associations (1908) forme le dernier chaînon des entraves mises à la langue polonaise. D'après cette loi, dans les districts où les Allemands forment plus de 40 p. 100 de la population totale, les débats dans les réunions publiques doivent se faire en allemand. Dès lors, il ne fut plus permis de parler polonais dans les réunions publiques organisées dans la capitale du Duché de Posnanie.

1. Ladislas Reymont : *Marzyciel* (1910).

La langue polonaise est alors définitivement exclue des administrations et des tribunaux ; la presse est bâillonnée par la police et la loi. Il est défendu de parler polonais dans des réunions publiques, qu'il s'agisse de débats politiques ou de discussions purement scientifiques. On organise en présence de la police prussienne des réunions muettes !

L'enseignement est germanisé de haut en bas. Les derniers professeurs polonais sont chassés des collèges ou internés à vie dans des milieux archi-prussiens. C'est aussi la débaptisation d'une multitude de localités, de rues. Tout nom polonais est supprimé. Tout dernièrement encore, une localité silésienne a été deslavisée et rebaptisée... Hindenburg ! Tout travail polonais est rendu impossible dans le domaine de l'instruction publique et de la propagation de la culture polonaise. Le pays est inondé par des institutions allemandes de tout acabit.

La guerre scolaire avait eu pour conséquence de remuer, de mobiliser la masse paysanne, jusque-là soucieuse avant tout de ses intérêts matériels. On l'attaqua de ce côté aussi.

Pour tenir en haleine le sentiment national allemand et prussien, il fallait pouvoir montrer du doigt un péril permanent.

Les Polonais, comme les Alsaciens et les Danois, servirent d'épouvantail. Un jour, on expulsa tous les Polonais qui n'étaient pas sujets prussiens, — c'est-à-dire les polonais russes et autrichiens. Quelques dizaines

de milliers de familles polonaises, établies depuis de longues années en Posnanie, furent contraintes de quitter leur patrie. Un autre jour, un haut fonctionnaire, von Tiedemann, adressait à Bismarck un mémoire dans lequel il établissait que le Gouvernement prussien pourrait tirer profit de la situation déplorable des propriétés polonaises. Il demandait dix millions de marks pour l'achat de terres.

« L'État, disait-il, pourrait, en morcelant les biens achetés et en installant sur ces parcelles des paysans allemands, donner une prépondérance durable à l'élément germanique de la province... »

Bismarck épousa cette idée. On donna cent millions *pour arrêter*, comme disait Bismarck, *le refoulement de l'élement allemand*. On achèterait des terres propres au morcellement, on y organiserait des communes, on bâtirait des écoles, des églises, on formerait une classe agricole moyenne allemande. La loi visait la disparition de la grande propriété polonaise. Bismarck pensait que les grands propriétaires ruraux formaient la tête du nationalisme polonais; pour germaniser le peuple il suffirait de le décapiter économiquement. Le capital fut augmenté.

On organisa la *Commission de Colonisation*, avec des fonds s'élevant à des centaines de millions et atteignant à la fin un milliard de marks. On acheta 385.000 hectares de terres. Les propriétés acquises furent divisées

en 12.000 parcelles où s'établirent environ cent mille colons allemands, la plupart protestants. Puis ce fut le tour des villes. A Posen, on fonda la banque « du tiers-état », pour favoriser les entreprises, les ateliers, les commerçants allemands, puis on poussa vers le Nord et, en pleine Kachoubie, se dressa une Banque populaire, enfin on se tourna vers la Silésie, vers la Prusse Ducale, pour y fonder des institutions analogues, destinées à fortifier la propriété rurale allemande.

En même temps sévissait un boycottage systématique, dirigé contre le commerce, l'industrie et les métiers polonais, contre les instituteurs polonais.

Comment le peuple polonais répond-il à cette provocation ? Admirablement : par un vaste et solide réseau d'institutions sociales, économiques, financières et politiques, les unes groupant les hommes, les autres fournissant les moyens, toutes déversant leurs forces dans un comité central et dans une banque d'union. Les activités sont diverses, l'action est une ; unité de but, unité de commandement. On travaille. Quelques grands hommes se dévouent. Un docteur, Marcinkowski, fonde une société grâce à laquelle dix mille personnes dépourvues de moyens ont pu faire des études supérieures, devenir des médecins, des ingénieurs, des architectes. Maximilien Yackovski, ancien combattant de l'insurrection de 1863, se voue à la cause paysanne, devient un puissant organisateur de coopératives. En 1873, il n'y avait en Posnanie que sept associations paysannes; en 1880, il y

en a cent trente; en 1911, on en trouve trois cent soixante-treize!

Elles comptent en 1877: 3.800 membres; en 1895 : 7.145 ; en 1907 : 14.000. Ces associations ont surtout un caractère pédagogique. Les petits agriculteurs se réunissent chaque dimanche pour apprendre. Le Président fait une conférence sur les méthodes nouvelles d'agriculture, sur la structure géologique de l'arrondissement, les assolements, les labours, les semailles, sur l'organisation la plus économique du travail agricole, etc.

Après la conférence, la discussion. Le petit agriculteur parle aussi bien que le grand. Il connait son lopin de terre, il l'aime. Il présente les résultats de ses observations, de son expérience. Les associations ont leur journal, *Le Conseiller Agricole.* Elles se groupent pour effectuer des améliorations ; en 1907, on a réussi à drainer le terrain sur une étendue de 75.000 hectares. Elles sont aussi des intermédiaires pour l'achat des engrais chimiques. En 1876, on achète 118.000 kilogrammes, à peine cinquante kilogrammes par tête. En 1895, on achète 1.528 mille kilogrammes (403 kilogrammes par tête); en 1910, 25.000.000 de kilogrammes (1.785 kilogrammes d'engrais chimiques par tête).

L'organisation financière donne à ce mouvement d'association une importance particulière. Les associations se sont fédérées. Leur union est représentée par sept délégués. Ce comité choisit un chef tout puissant,

véritable ministre des finances de la Posnanie. Pendant vingt ans, ce fut un prélat, l'abbé Wawrzyniak (1849-1910), fils de paysan, qui exerça ce rôle gros de responsabilités. Avec un tact parfait et une habileté rare, il sortit victorieux de toutes les difficultés. Le pays se couvrit d'associations de crédit, d'achat et de vente, de morcellement de terres.

En 1912, il y avait 24 sociétés coopératives de morcellement, ayant 5.400 membres, représentant 22 millions de francs, en parts sociales, trois millions en réserves, dix-sept millions de francs en dépôts d'épargne. On comptait en même temps, dix sociétés coopératives de production, ayant six mille membres et accusant un profit net de 120 mille francs, 56 sociétés coopératives agricoles d'achats et de vente, ayant 8.126 membres, accusant un profit net pour l'année 1912, de 517.000 fr., enfin 197 sociétés coopératives de crédit avec 121.000 membres, accusant pour 1912 un profit net de trois millions et demi de francs ; les réserves de ces dernières coopératives représentent quatorze millions, les parts sociales, vingt-neuf millions, les dépôts d'épargne, 285 millions de francs, les prêts consentis, 314 millions de francs.

Cette fourmilière de sociétés coopératives est centralisée et coordonnée par un système de banques : cent petites banques, vingt banques moyennes, sept grandes banques, une banque centrale. Les grands propriétaires fonciers ont leurs organisations à part.

Chaque printemps, il y a à Poznan (Posen) une semaine agricole. Chaque association y envoie son Président et un délégué. On la fait coïncider avec l'assemblée des grands propriétaires fonciers en la ville de Posen, et, pendant cette semaine agricole, on voit défiler dans les rues un millier d'hommes, manifestation d'une force dont Bismarck n'avait évidemment pas prévu le développement. Les métiers s'organisent eux aussi. Ils font leur devoir national, en boycottant les produits allemands et en supprimant l'intermédiaire allemand. Dans les provinces du Rhin et en Westphalie, 200.000 ouvriers polonais viennent amasser le prix d'un lopin de terre. Ils vivent à part, ne se mêlant pas à la population allemande. En Silésie, une population d'un million d'hommes s'est proclamée polonaise.

Le coopérateur anglais bien connu Henry W. Wolf, ancien président de l'Union internationale coopérative, écrivait récemment dans son *Pœples Banks a record of social and economic success* : « L'état brillant des Banques et des Sociétés polonaises, causé par leur développement si rapide et leur force de cohésion, est encore relevé par le choix particulier de la profession de leurs membres... Ce qui prouve l'excellente qualité de ces Banques populaires, c'est le chiffre sans cesse croissant de l'épargne qu'elles ont réussi à recueillir, et qui atteste d'abord que les Sociétés jouissent de la confiance générale et qu'elles savent maintenir scrupuleusement l'honnêteté dans les affaires. Jugées à ce point

de vue les Sociétés polonaises ont fait merveille. »

A cette appréciation d'un ami, ajoutons celle d'un ennemi qui concevait mieux que personne la situation économique dans le Grand-Duché de Posnanie, le docteur allemand Swart : « La conscience de l'intérêt national a garanti les Sociétés polonaises contre la dispersion des forces. Rien ne les divise; ni les différences de classe, ni l'opposition de la ville et de la campagne. Elles ont compris la nécessité de se soumettre à une forte organisation centrale et, par là, le mouvement coopératif en Posnanie a gagné et gagne en cohésion et en puissance. Grâce à une prudente direction, les Sociétés polonaises ont su éviter tous les dangers qui les menaçaient par suite de leur trop rapide développement. Aujourd'hui, ce sont des organisations qui, au point de vue de la puissance et de la sécurité, peuvent supporter les plus rudes épreuves[1]. »

La Commission gouvernementale, dite « Commission de Colonisation », procédait méthodiquement. Elle achetait des terres de façon à encercler les petites villes, remparts de « polonisme ». Son plan fut déjoué. L'offre des terres polonaises cessa. Depuis 1898, il n'y a plus un lopin de terres polonaises à vendre. La Commission ne

1. Comp. *Les Sociétés Coopératives Polonaises de Crédit* par un comité présidé par le professeur Michalski, directeur de la Banque Nationale de Galicie (traduction de St. Czernecki), rapport pour l'Exposition internationale Urbaine à Lyon 1914 et A. Szembek, *Les Associations économiques des Paysans polonais sous la domination prussienne*, thèse de Louvain (Paris 1911), Mlle A. Lipinska, *Le Grand-Duché de Posen de 1815 à 1830* (thèse) (Paris 1911), Wegener, *La lutte économique des Allemands et des Polonais pour la province de Posen* (en allemand). Posen 1903.

reçoit d'offres que du côté allemand, de la part des propriétaires allemands. Et pour cause. Les spéculations de la Commission avaient provoqué une formidable hausse du prix de la terre. Un hectare valait, en 1886, 586 marks, en 1901, 801 ; en 1906, 1.383 ; en 1912, 1.400. L'Allemand offre sa terre à la Commission en menaçant de la vendre à des Polonais. En 1907, à la Diète prussienne, le prince de Bülow déplorait le manque de patriotisme des Allemands en Posnanie. Au bout de vingt-cinq ans, sur les 385.000 hectares achetés par la Commission de colonisation, 274.576 étaient vendus par des Allemands, 110.914 par des Polonais.

Le plan primitif ayant échoué, on chercha des moyens plus efficaces. En 1908, on interdit aux Polonais de se construire des habitations sur les terres dont ils se rendaient acquéreurs. Enfin, on en vînt à une mesure extrême, à la loi d'*expropriation*. L'association des Marches de l'Est surtout, le *Ostmarkenverein*, (fondée par trois propriétaires fonciers, Hansemann, Kennemann et Tiedemann) comptant 50.000 membres, répartis en 429 groupes locaux, déploie une très grande activité. Elle demanda d'élaborer un projet de loi d'expropriation. « Nous ne serons les maîtres, déclara Tiedemann avec une cynique franchise, que quand nous posséderons le sol ». Le prince de Bülow, alors chancelier, déclara:

« Nous ne pouvons plus nous faire illusion. Notre Marche de l'Est sera-t-elle allemande ou polonaise? L'agi-

tation polonaise s'efforce de former un État dans l'État. Pouvons-nous perdre deux provinces dont l'une commence à dix-huit lieues de Berlin? Voilà pourquoi il faut exproprier les Polonais. Nous sommes en état de légitime défense... La mesure proposée n'est donc pas contraire à la constitution. D'après l'art. 4, tous les citoyens prussiens sont égaux devant la loi, mais les Polonais sont rebelles aux lois... L'art. 9 dit que l'État doit protection à la propriété, mais comment protégera-t-il la propriété, s'il ne peut se protéger lui-même? »

La loi fut votée en février 1908. On l'appliqua pour la première fois au mois de mars 1913. En 1913, la Diète vota 230 millions de nouveaux crédits d'expropriation.

*
* *

En Galicie, Marie-Thérèse et Joseph II instaurèrent un régime de germanisation et de centralisation. On établit dans le pays trois mille familles de colons allemands et protestants. La politique de Vienne cherchait à isoler le plus possible les différentes classes sociales : *Divide et impera* ! Les fonctionnaires étaient allemands ou tchèques ; la langue allemande devint la langue officielle dans l'administration, les tribunaux, les écoles et à l'Université de Lwow-Léopol.

Les inscriptions dans les cimetières étaient faites en

valeur politique de l'équité, de la modération, du respect des nationalités. Après Sadowa, l'Autriche comprit qu'elle ne pourrait échapper à la catastrophe définitive qu'en s'appuyant sur les peuples, et qu'elle n'obtiendrait leur appui qu'en leur accordant des droits nationaux. La Galicie eut un Polonais comme lieutenant de l'Empereur (1866). La langue nationale devint langue d'enseignement. Dès 1868, le polonais et le ruthène furent admis dans les tribunaux. Les Universités furent polonisées, et l'Université de Lwow reçut plusieurs chaires ruthènes. En 1873, fut fondée à Cracovie une Académie des Sciences et des Lettres. Peu après surgirent différentes sociétés scientifiques, littéraires, philosophiques. Une Académie des Beaux-Arts consacra l'admirable initiative de Mateyko. En 1894, l'exposition de Lwow, qui devait commémorer l'insurrection de Kosciuszko, fut une éclatante manifestation politique, et l'acte solennel d'un peuple qui affirmait à la face du monde son indestructible vitalité. En même temps, cette exposition apportait la preuve palpable du profit que la Galicie savait tirer de sa liberté conquise, et notamment des progrès qu'elle avait réalisés dans l'exploitation agricole et l'utilisation de ses richesses naturelles. Elle montra les progrès accomplis dans l'instruction publique. En vingt-cinq ans, on avait construit 4.000 km. de routes, 2.500 km. de voies ferrées. Le nombre des écoles primaires était augmenté de 1.450 et leur budget s'élevait d'un demi million de couronnes à

3 millions (en 1908, vingt-cinq millions) ; le nombre des élèves dans l'enseignement secondaire montait de 8 à 14.000. En 1908-1909, d'après le compte rendu officiel du Conseil National de l'Enseignement (*Rada Szkolna Krajowa*), la Galicie possédait cent cinq établissements d'enseignement secondaire avec 41.548 élèves. Elle avait aussi sept écoles industrielles.

La Galicie possédait, en 1912, 53 caisses d'épargne avec 16 millions de réserve et 336 millions de dépôts. Pour encourager l'esprit d'épargne, ces caisses distribuent gratuitement des tire-lires aux possesseurs des livrets. Huit mille tire-lires augmentent l'épargne galicienne de 80 à 100 mille francs par an. On organise aussi des caisses d'épargne scolaires dirigées par les instituteurs. Il y avait, en 1873, seize Sociétés de Crédit, organisées selon le système de Schulze-Delizsch ; à la fin de 1912, on en compte 238 avec 350 mille membres, 50 millions de parts sociales, 11 millions de réserves, cent trente millions de dépôts, accusant deux millions et demi de profit net et 255 millions de prêts consentis. Il y a 1.334 Sociétés d'épargne et de crédit, dites système Raiffeisen. Elles comptent 288 mille membres, ayant six millions de capitaux, 68 millions de dépôts, accusant un profit net de 656 mille francs et 69 millions de francs comme prêts consentis en 1912. Depuis 1909, une « Caisse centrale des Sociétés agricoles », fondée à Léopol (Lwow), pourvoit aux besoins de crédit des Sociétés. En 1912, elle leur apporta sept millions

à titre de prêts, et accusa un mouvement de fonds de cent quinze millions de francs.

Toute cette organisation de crédit était en contact réel avec des laiteries rurales coopératives (73), avec des Sociétés coopératives commerciales et agricoles (36). L'Union des sociétés coopératives groupait trois cent trente-quatre sociétés avec 362.368 membres, ayant versé un capital de cinquante-trois millions de couronnes.

La Galicie fut gouvernée longtemps par le parti conservateur, représenté surtout par de grands propriétaires fonciers. Leur loyalisme à l'égard de la dynastie leur avait valu ce rôle prépondérant; duquel ils tirèrent d'autres avantages. Depuis 1867, on comptait une vingtaine de ministres polonais à Vienne, et, dans le seul ministère des Affaires étrangères, il y eut, à un moment donné, une cinquantaine de fonctionnaires polonais.

Bismarck a dit un jour d'un ton méprisant : « La Pologne, ce n'est que la noblesse et le clergé ! » Il n'aurait plus l'audace de répéter cela aujourd'hui ! Il n'aurait pu le dire des provinces prussiennes qu'un explorateur prussien, le professeur L. Bernhardt de Berlin, appelait récemment « la république paysanne de Posnanie ». De la Galicie non plus. Depuis la réforme électorale de 1907, quelqu'un qui aurait assisté à une réunion du groupe parlementaire polonais à Vienne aurait pu constater la démocratisation de la représentation parlementaire.

Depuis qu'elles avaient commencé à prendre cons-

cience de leurs droits, les masses populaires n'avaient cessé de réclamer le suffrage universel. La lutte dura une vingtaine d'années et aboutit enfin, par les étapes successives de réformes partielles, à la loi fondamentale du suffrage universel de 1907. En même temps, la question ruthène devenait de jour en jour plus complexe et plus grave. D'habiles metteurs en œuvre la maniaient, la réchauffaient de toutes leurs forces. *Divide et impera!* la vieille maxime de Metternich, toujours vivante, y trouvait son expression. Instrument docile des joueurs de flûte de Vienne et d'ailleurs, cette question envenima la vie politique du pays pendant des années. Elle créa une atmosphère de surexcitation et attira l'attention de l'étranger. Les grèves agricoles qui, en 1902, éclatèrent tout d'un coup en Ruthénie dans 386 communes, provoquèrent même des rencontres sanglantes. Des grèves agricoles, il y en avait alors partout : en Italie, dans le midi de la France. Mais en Galicie ces grèves avaient un côté politique. L'écrivain scandinave Björnstjerne Björnson, qui ne connaissait pas la Pologne et n'a jamais été en Galicie, publia en allemand, en 1906, une lettre sur les rapports entre Polonais et Ruthènes, qui eut un grand retentissement. L'instruction fortifie les sentiments nationalistes. Les nationalités acquièrent une conscience de plus en plus vive de leurs rivalités. Sur 2.639 écoles primaires polonaises, il y avait, en 1908, 92.296 écoles ruthènes. Les Ruthènes possédaient en outre cinq lycées et plusieurs chaires ruthènes à

l'Université polonaise de Lemberg (Lwow). La réforme électorale devenait de jour en jour plus urgente. Elle allait être accomplie quand la guerre éclata.

***

Passons en Pologne russe. Ce furent de tristes années que celles qui suivirent l'année 1863, l'année de l'Insurrection. En Lithuanie, Mouravieff frappa toutes les propriétés foncières polonaises d'une contribution spéciale, transformée plus tard en un impôt fixe, sous le nom de « taxe payée par les propriétaires d'origine polonaise » (10 p. 100 du revenu).

Il fit confisquer toutes les bibliothèques conservées dans les cloîtres et les lycées.

On supprima l'Observatoire astronomique de Wilna, on défendit d'imprimer les livres polonais en Lithuanie. L'acquisition de nouvelles propriétés foncières par voie d'achat fut interdite aux Polonais. Aucun Polonais ne fut plus appelé à un poste important. Le règlement de la Banque agricole de Kieff interdit l'emploi des Polonais dans les bureaux. En 1894, le ministre des Communications traça une ligne de démarcation allant du golfe de Finlande à la Mer Noire, par Pétrograd, Pskow, Dunabourg, Smolensk et le Dnièpre. A l'ouest de cette ligne, aucun emploi aux catholiques! La langue polonaise bannie des tribunaux et de l'administration, interdite à

Wilna dans les réunions publiques, dans les églises, dans les lieux de promenade, dans les théâtres, les cafés et les magasins, disparut par ordre des enseignes de boutiques, des étiquettes des pharmaciens, des notes des commerçants. Ceux-ci n'avaient plus le droit de s'adresser en polonais à leurs commis ou à leurs clients. On défendit d'exposer aux vitrines des librairies les livres polonais.

Beaucoup d'églises catholiques furent transformées en temples orthodoxes. Il fut interdit d'en construire de nouvelles, ou de restaurer les anciennes, non plus que les chapelles et les calvaires. On multiplia les efforts pour introduire la langue russe dans l'église catholique. Le gouverneur de Wilna proposa, en 1881, de fermer l'accès des séminaires à la noblesse polonaise, d'y limiter à 20 ou 30 p. 100 le nombre des Polonais. Les inspecteurs qui allaient présider aux examens des aspirants séminaristes furent invités à refuser tous ceux qui se distingueraient par leur intelligence et leur savoir.

« Il n'est pas dans l'intérêt du Gouvernement russe, écrivait le ministre de l'Intérieur, de contribuer à élever le niveau intellectuel des prêtres catholiques, car plus ils seront éclairés, plus nous devrons les craindre, vu qu'ils seront mieux à même de lutter contre le clergé orthodoxe [1]. »

1. Leliwa. *Russie et Pologne*, p. 112, comp. Ch. Dupuis, *Russie et Pologne*, p. 38.

« Un soir de Novembre 1894, une foule anxieuse se pressait dans l'église de Krozé (gouvernement de Kowno); le bruit avait couru que sa clôture était imminente et le peuple s'était assemblé pour tenter de s'y opposer. Pendant qu'il chantait, les cosaques firent irruption dans l'église, frappant sans pitié les malheureux qui leur barraient la route, profanant les croix et les images des saints, poussant hors du temple souillé du sang des morts et des blessés ceux qui n'avaient pas succombé sous leurs coups. Tous ceux, y compris les femmes et les enfants, qui étaient sortis sains et saufs de l'église, furent flagellés le lendemain sur l'ordre du gouverneur de Kowno, le général Klingenberg. »

Après l'église, l'école. En 1869, la langue polonaise fut rayée des programmes des écoles secondaires et bannie de l'enseignement supérieur. L'Université de Varsovie fut transformée en instrument de dénationalisation. Dans l'école primaire, on remplaça la langue maternelle par la langue russe. Le directeur de l'enseignement dans le Royaume, Witte, qui poursuivait avec un zèle extraordinaire la dénationalisation de la Pologne, prononça à son arrivée dans la capitale des paroles significatives : « Dans trois ans, les mères polonaises parleront russe avec leurs enfants... » Mais les mères polonaises n'ont pas cessé de parler polonais à leurs enfants. Cette politique de haine implacable n'eut qu'un résultat : l'école fut abandonnée par la population polonaise. « Il y a moins d'instruction parmi les paysans et

les ouvriers — écrivait le savant professeur français Ch. Dupuis — et en somme une haine plus profonde du nom russe, qui résume toutes les persécutions et tous les maux dont souffrent ces masses, dans lesquelles, il y a trente ans, la politique de Pétrograd avait songé à chercher un appui[1]. »

Comme la prédiction de Witte ne se réalisait pas, son successeur, le fameux Apouchtine, annonça, dès son entrée en fonctions, que dans dix ans, les nourrices polonaises berceraient leurs nourrissons avec des chants russes. Il était défendu de parler polonais à l'école. Des inspecteurs se promenaient en chaussures à semelle de caoutchouc, pour surprendre les écoliers qui causaient polonais entre les cours et après la classe. M. Ernest Denis a dit, dans son beau travail[1] sur *la Bohême après la Montagne Blanche* (tome II, p. 633) : *C'est peut-être un malheur d'être Polonais, ce n'est pas encore un crime.* » Apouchtine ne partageait pas cette opinion. C'était un crime de parler polonais, un crime de lire un livre polonais, un crime d'en posséder dans sa maison paternelle. Des inspecteurs perquisitionnaient et emportaient triomphalement tel manuel d'histoire de Pologne ou de littérature, tel volume de Mickiewicz ou de Slowacki. Les élèves coupables d'un délit de ce genre étaient frappés des peines les plus sévères. Dans les écoles primaires de la campagne, on employait pour enseigner le catéchisme des livres imprimés en carac-

1. *l. c.*, p. 63.

tères russes. Le paysan n'en voulait rien savoir. « A quoi bon? disait-il, au bout de trois ans, mon enfant ne sait pas lire une prière sur mon livre de messe. »

Quels furent les résultats de cette politique scolaire? Le nombre des illettrés avait atteint, à la campagne, 75 p. 100, à Varsovie, 60 p. 100, et le gouverneur Podgorodnikow disait, dans un mémoire officiel en 1904 : « Comment voulez-vous qu'une seule école primaire fonctionne bien, quand la religion catholique y est enseignée par des maîtres orthodoxes et ignorants? » Dans un rapport officiel du prince Imeretynski, adressé à l'empereur Nicolas II en Janvier 1898[1], on pouvait lire :

« Les écoles sont de moins en moins fréquentées. Il n'y a là rien d'étonnant... En 1882, il y avait 127.000 élèves; en 1892, 124.000, trois mille de moins. »

Et le prince citait un rapport inconnu de son prédécesseur, le général Hourko :

« A l'école, l'enfant polonais est traité, non seulement d'une façon point amicale, mais même en ennemi. On lui fait un grief de son origine polonaise, on offense ses sentiments patriotiques. On raille sa religion, et sa langue maternelle est mise au dernier rang des langues étrangères. En rentrant chez lui, l'enfant raconte à ses parents comment il est traité à l'école, et de quel régime de faveur jouissent les enfants russes... Cette manière

1. Ce rapport a été publié Londres.

d'agir n'a qu'une conséquence : l'enfant polonais éprouve dès sa plus tendre enfance la haine de tout ce qui est russe, et qui lui fait subir tant d'injures, lui fait verser tant de larmes amères... »

Que pouvait la société polonaise contre cette politique scolaire? Entre 1856 et 1862, la persécution ayant un peu faibli, on fonda 600 écoles sur les deniers fournis par l'initiative privée. On ouvrit des bibliothèques, des crèches, des écoles maternelles, des caisses d'épargne, on organisa des cours privés. Après 1863, toutes ces organisations devinrent secrètes... On créa une Université volante, où les professeurs les plus éminents enseignaient les sciences, les lettres, les sciences sociales. L'élite des jeunes générations polonaises a passé par cette Université. Dès que la trappe qui fermait le cachot fut un peu soulevée, dès qu'un peu d'air libre fut entré à la faveur de la guerre japonaise et de la révolution qui la suivit, l'Université volante se transforma en Université libre (1906). Élèves et personnel enseignant, tout existait déjà.

Malgré la promulgation d'une loi sociale, interdisant l'enseignement sous peine de prison et d'une amende de 500 roubles, l'enseignement primaire continua d'être donné aux enfants du peuple. Une statistique établie en 1903 fixe à 5.000, pour Varsovie seule, le chiffre de ces enfants, auxquels on apprenait en cachette à lire et à écrire. L'école publique eût permis d'instruire

50.000 enfants. Et depuis longtemps déjà, il n'y aurait plus eu d'illettrés dans notre pays.

A la première possibilité, donnée en 1906, on organisa la Société Nationale d'Enseignement *(Macierz Szkolna)*, qui ouvrit dans le pays, pendant les douze premiers mois de son existence, 141 écoles, 317 crèches, 505 bibliothèques et cabinets de lecture. 63.000 enfants fréquentaient les écoles, 14.000 étaient reçus dans les crèches, 400.000 personnes utilisaient les bibliothèques. Cette institution nationale fut supprimée, après avoir existé un an et demi seulement.

La société polonaise affirmait, par d'autres fondations, sa participation active à la civilisation européenne. De toutes les manières, par tous les moyens elle fonda des institutions d'utilité publique et de prévoyance sociale. On ne saura jamais combien de temps et de démarches, quelles dépenses et quelles déceptions représente la création d'une société de secours mutuel, d'une banque populaire, d'une caisse d'épargne. Dès 1803, Varsovie possédait une Société des Amis des Sciences, prototype d'une Académie ; dès 1821, elle avait une Société de Médecine.

En 1841 déjà, on réclamait un Crédit foncier pour les villes. Il fallut attendre trente longues années remplies de démarches pour l'obtenir. Après la guerre de Crimée, qui ébranla les assises de la politique russe et allégea le poids des chaînes, on commença à respirer un peu librement. Des nouvelles institutions polonaises

furent créées : Société des Agriculteurs (1857), Société des Beaux-Arts. Le Crédit foncier pour les villes fut accordé en 1870 pour Varsovie, en 1873 pour Lodz, en 1885 pour Lublin, en 1898 pour Radom. En 1870, on fonda une Société de Musique, en 1871 un Musée des Arts et Métiers, en 1883 une Société de secours pour les hommes de sciences et de lettres, dite Société Mianowski. Pendant la satrapie de Hourko, on ne put réussir à fonder une banque populaire et le gouverneur de Plotzk, Yanovicz, motiva ainsi son refus : « Et si cette banque était une organisation insurrectionnelle? »

Dans les campagnes, les familles des châtelains se chargeaient d'instruire les adultes comme les enfants. On lisait la revue *Polak* (*le Polonais*), publiée à Cracovie et colportée secrètement à travers le Royaume. Ce journal exerça une influence admirable et contribua beaucoup à éveiller chez le paysan le sentiment national. Les commissaires ruraux s'en émurent. Bientôt le gouvernement aussi commença à publier en polonais une revue : l'*Instruction*. Les maires reçurent l'ordre de s'y abonner. Chaque semaine, dans chaque village, le maire distribuait des numéros de cette revue aux fonctionnaires. Comme garantie que la revue ne serait pas détruite, il fallait rapporter le dernier numéro paru pour recevoir le suivant. Il était rendu sans avoir été lu, ni même coupé. Les autorités tempêtèrent, mais se heurtèrent à des arguments trop convaincants : « Ils (les paysans), déchirent leur numéro si on les force à le lire, et pré-

fèrent aller en prison. Dans ces conditions, il vaut mieux renoncer à leur donner le journal. » Bientôt l'*Instruction* cessait de paraître.

Les paysans étaient initiés à la vie économique et sociale. Dans le Royaume de Pologne, il y avait, en 1904, 169 sociétés coopératives de crédit avec 124.000 membres, représentant 31 millions de parts sociales et de réserves, et 82 millions de dépôts; en 1912, il y avait déjà 800 sociétés avec 546.000 membres, 88 millions de part sociales, et 353 millions de dépôts d'épargne.

Le paysan devint un agriculteur moderne. A force de travail et de culture, il apprit à tirer de sa terre des trésors. En 1889, un hectare de seigle lui donnait en moyenne 710 à 750 kilos; le rendement atteignit, en 1904, 1.650 kilos. Un hectare produisait 5.030 kilos de pommes de terre en 1889; en 1904, la récolte montait à 17.000 kilos.

Les émissaires, qui colportaient des publications comme *le Polonais*, cherchaient aussi à organiser la vie politique chez les paysans. Ils connurent les prisons et la Sibérie. Dans ces organisations secrètes, combien de héros se trouvèrent, combien de simples paysans de grande valeur, dont l'âme s'aguerrit dans les souffrances. Il en était de même dans les milieux ouvriers. La Pologne d'aujourd'hui est un pays tout à fait moderne. Elle a son industrie et ses masses ouvrières, elle a vu naître chez elle le socialisme et la question

ouvrière. Le prince Imeretynski disait, dans le rapport que j'ai cité plus haut :

« L'ouvrier polonais ne ressemble pas à l'ouvrier russe. Il se rapproche du type de l'ouvrier occidental. Il y a entre eux des affinités profondes. »

Ce rapport est de 1898. Le mouvement socialiste s'était propagé en Pologne à partir de 1877. En 1881, 52 de ses adeptes sont condamnés à la déportation ; en 1877, 120 ; en 1888, il y a à Zyrardow une grève de 6.000 ouvriers, on tire sur la foule. En 1886, on prononce quatre verdicts de mort. Des publications socialistes polonaises paraissent à Genève et à Paris. En 1892, à Paris également, est fondé le P.P.S. (parti socialiste polonais) qui unifie tous les groupements socialistes. Il met en avant le programme de l'indépendance de la Pologne, basé sur l'importance internationale de la question polonaise. L'ouvrier polonais donna sa mesure en 1905-06. Après le noble et l'évêque, après le moine et l'humble curé de campagne, après l'intellectuel et l'artisan citadin, après le paysan et en même temps que lui, voici l'ouvrier qui monte en scène pour prendre part à la lutte.

En 1905, l'Empire Russe entrait dans une active vie politique. La Russie devint, d'après *l'Almanach de Gotha, une monarchie constitutionnelle sous un Tsar autocrate*. Comme monarchie constitutionnelle, elle eut une assemblée législative nommée *Douma*, assemblée

ouverte dans un moment d'enthousiasme révolutionnaire. C'était un embryon de Parlement. On espéra que cet embryon grandirait, et se développerait d'une façon normale dans la voie du parlementarisme occidental. Il n'en fut rien. Le mouvement révolutionnaire brisé, un coup d'État supprima les libertés, établit un nouveau régime de suffrage.

Le système électoral, introduit en 1906, ne donna pas au Gouvernement sa Douma introuvable. Aussi, on commença d'abord par interpréter la loi dans un sens qui modifiait en fait la composition du corps électoral. Puis vint le coup du 3 Juin 1907. Le Gouvernement saisit comme prétexte la découverte d'un complot où se serait trouvée compromise la gauche socialiste. M. Stolypine demanda l'exclusion de 55 députés. Les modérés centre, bien qu'adversaires des députés menacés, ne jugèrent pas de la dignité d'une assemblée législative de violer le règlement et les usages parlementaires, en se soumettant à une injonction aussi insolite. La Douma nomma une commission, pour examiner la valeur des accusations portées contre 55 de ses membres. Le Ministre n'attendit, ni la discussion, ni même le rapport de la Commission. Le lendemain, quand les membres de la Douma revinrent pour siéger, ils trouvèrent les portes fermées, les avenues gardées par les Cosaques. Dans la nuit, les principaux députés inculpés de complot avaient été arrêtés par la police.

Le Royaume de Pologne avait, dans la première et

la seconde Douma, 36 représentants, sans compter les Polonais élus par les provinces de Lithuanie (15) et de la petite Russie (5). La loi de 1907 les réduisit à 14, et encore, sur ces 14, deux devaient être choisis par les Russes habitant la Pologne, de telle sorte, qu'en fait, la Pologne fut frustrée par un trait de plume, des deux tiers de ses représentants.

Les Polonais, comme l'a dit Anatole Leroy-Beaulieu, étaient d'autant moins préparés à un pareil traitement que lors des deux premières Doumas, leurs représentants s'étaient peut-être montrés les plus sages, on pourrait même dire les plus conservateurs de tous les députés réunis au Palais de Tauride. C'est au point qu'en un article retentissant du *Courrier Européen* de Paris, Björnstjerne-Björnson les accusait de s'être secrètement vendus au Gouvernement russe. Ce n'est pas qu'il n'y eût en Pologne des radicaux, des progressistes, des socialistes, des révolutionnaires, mais les partis de gauche boycottaient les élections, ou avaient partout succombé. Les représentants de la Pologne à la Douma étaient Polonais, mais loyalistes et catholiques, ennemis de la révolution et des procédés révolutionnaires, résolus à faire valoir les droits de leur nationalité par la sagesse et les moyens légaux, attendant tout d'une entente avec le gouvernement souverain et avec les représentants élus du peuple russe. Presque seuls, dans la première Douma, ils s'étaient montrés opposés à de nouvelles lois agraires, aux projets d'expropriation en

faveur des moujiks. Dans la deuxième Douma, les Polonais votaient avec le centre de l'Assemblée. Grâce à leur entente avec les partis modérés, le budget était sérieusement étudié et le vote en était assuré. Bien mieux, ils avaient lu une *déclaration* par laquelle ils annonçaient que, s'ils accordaient au Gouvernement le chiffre des soldats réclamés par lui, c'est parce qu'ils tenaient à ce que l'Empire demeurât fort, afin qu'il pût maintenir sa puissance et protéger tous ses peuples. Dans cette deuxième Douma, les Polonais déposèrent (25 Avril 1907) sur le bureau leur projet d'*autonomie*. Il ne fut pas pris en considération.

En Avril 1904, un oukase impérial dota la Russie de la liberté religieuse. Le Tsar proclamait l'émancipation des consciences.

« C'était peut-être — je cite encore M. A. Leroy-Beaulieu — la seule réforme qui pût s'accomplir par ordre. Eût-elle été pleinement et sincèrement appliquée, qu'elle aurait presque suffi à faire de la vieille Russie une terre nouvelle. »

Les premiers à bénéficier de l'édit de tolérance furent les catholiques, surtout les catholiques du rite grec, qui, de tous les sujets du Tsar, avaient le plus durement souffert du régime de russification par la religion. Leur culte avait été biffé de la liste des cultes admis dans l'Empire. Leur dernier diocèse avait été, sous Alexandre II, supprimé par oukase ; leurs églises,

livrées au clergé orthodoxe ; leurs personnes et leurs familles restaient, malgré larmes et protestations, inscrites sur les registres de l'Église d'État ; l'administration, la police, veillaient à ce qu'ils ne puissent recevoir aucun sacrement, aucun secours religieux des prêtres catholiques. Contre les récalcitrants, l'administration de la police avait usé de procédés analogues à ceux employés par Louvois en France contre les protestants, et même des garnisons cosaques, cela au déclin du XIXe siècle. Amendes, justifications, incarcérations, séparations violentes des familles, confiscations, déportations, tout, sauf l'échafaud, avait été mis en œuvre sous l'œil du grand inquisiteur Pobedonostzeff. Plutôt que de recevoir les sacrements de la main de popes, à leurs yeux schismatiques, un grand nombre de ces pieux paysans renonçaient à tout secours religieux. Au mariage orthodoxe, beaucoup préféraient le concubinage ; d'autres traversaient de nuit les forêts de la frontière, pour se faire marier en secret par un prêtre de Galicie ; leurs enfants restaient bâtards devant la loi russe. Il suffisait que la police découvrît un ancien uniate priant dans une église de rite latin, ou causant avec un prêtre catholique, pour que l'église fût fermée et le prêtre déporté.

La persécution contre les catholiques de rite grec retombait ainsi sur les catholiques romains. On comprend, continue M. Leroy-Beaulieu, l'émotion de ces anciens uniates, lorsque parvint à leurs villages le bruit

que chacun allait être maître de professer sa foi librement. Un grand nombre abandonnèrent l'Église officielle pour passer à l'Église catholique romaine. L'oukase de tolérance n'allait pas jusqu'à autoriser le rétablissement du culte grec uni. Leurs anciennes églises restant aux mains de popes schismatiques, les uniates qui voulaient sortir du schisme et rentrer sous la suprématie romaine ne pouvaient le faire qu'en délaissant la liturgie grécoslave, pour passer à l'église latine. Alors l'évêque orthodoxe de Lublin, Eulogius, député aussi à la Douma, émit une proposition tendant à faire un nouveau gouvernement de la partie orientale de deux gouvernements du Royaume de Pologne, ceux de Lublin et de Siedlce. Stolypine approuva cette idée. C'était un nouveau partage de la Pologne. Il fut voté après une campagne de quatre ans, le 6 Juillet 1912.

* * *

Il nous faut maintenant conclure par quelques généralisations.

Les partages de la Pologné n'ont porté aucune atteinte à sa personnalité morale. Jamais sa conscience nationale ne fut si forte que cent cinquante ans après son démembrement. « L'âme de la Pologne, — a dit éloquemment le savant doyen de Nancy, M. Bertrand Auerbach, *l'âme de la Pologne est maîtresse du corps mutilé qu'elle anime.* »

Un Français bien connu me disait un jour : « C'est vraiment un miracle que vous, Polonais, vivant sous trois régimes séparés par des frontières si jalousement gardées, sous trois législations différentes, vous parliez encore une seule langue polonaise... » — « Voulez-vous savoir pourquoi? » lui dis-je. Et je racontai deux simples histoires. Une châtelaine polonaise de Posnanie, visitant un jour un paysan malade, vit suspendus au mur de la chaumière les portraits de Kosciuszko, de Léon XIII et... de Bismarck! Comment, dit-elle, Bismarck chez toi! Tu « l'honores donc à l'égal de notre héros national et du Saint-Père? » — « Mais oui, répond le paysan, cet homme m'a révélé à moi-même que j'avais une patrie polonaise [1]. »

Et puis, un souvenir! En 1905, dans un banquet d'avocats polonais, un confrère de Wilna en Lithuanie, très connu, admiré pour son talent, fut complimenté sur l'incomparable pureté de sa langue polonaise. « Vous admirez mon langage, maîtres et confrères, répondit-il? Savez-vous pourquoi j'aime tant notre langue? Chaque matin, en ouvrant ma fenêtre qui donne sur la grand'place de Wilna, j'aperçois le monument de Mourawieff le Pendeur. »

Les voilà, les grands éducateurs de la patrie polonaise une et indivisible.

1. Le député polonais Dziembowski-Pomian à la Diète Prussienne de 1904 (cité par M. Moysset).

J'ai cherché, dans les pages ci-dessus, à dépeindre comme en une suite rapide de tableaux, la vie des trois Pologncs avant la guerre. L'âme polonaise reste une et indestructible dans les trois tronçons de notre organisme national démembré. Elle lutte partout pour la même cause. Seuls les moyens diffèrent. C'est ainsi que, dans la Pologne prussienne, c'est la lutte pour la terre qui a révélé chez la population de ces provinces un esprit de sacrifice, une ténacité, une patience, dont nous pouvons nous enorgueillir à juste titre. En Galicie, l'âme polonaise a connu la plénitude de la vie politique. Étranglée, au commencement du XIXe siècle, par le polype autrichien, ce n'est qu'au prix de longs efforts qu'elle put reconquérir la vigueur perdue et se refaire une nouvelle vie. Exploitée économiquement par les pays plus riches de la monarchie des Habsbourg, elle dut, pour sauvegarder sa vitalité reconquise, soutenir une lutte puissante et incessante. Elle a créé en Galicie les conditions nécessaires au libre développement de la vie intellectuelle, elle entoure de sa protection la science polonaise. En Galicie a pu prospérer un art libre des entraves de la censure. Dans le Royaume, l'énergie nationale a lutté sans trève contre l'oppression. Mais, en même temps, elle s'est cristallisée dans une multitude d'institutions publiques.

Au point de vue économique et social, constatons, en réunissant les chiffres notés ci-dessus, que dans toutes les Pologncs (Posnanie et Prusse Royale, Royaume

de Pologne, Galicie), il y avait, en 1912, au total, *2.686* institutions coopératives de crédit, avec 1.300 mille membres, ayant 157 millions de francs de parts sociales, 59 millions de francs de réserve, 1.174 millions de francs de dépôts d'épargne, 1.380 millions de francs de prêts consentis.

On dit parfois à l'étranger : la Pologne est divisée; elle ne sait pas ce qu'elle veut. On lui découvre tous les défauts possibles. Un historien français bien connu disait un jour : « La Pologne n'est pas intéressante. Très digne d'intérêt quand elle est opprimée, elle cesse de l'être quand ses efforts s'améliorent. Elle opprime les plus faibles, les Ruthènes, les Lithuaniens... » Pour d'autres, elle est réactionnaire, elle manque d'humanité. Que sais-je encore? Mais tous ces défauts qu'on lui reproche, et qu'il faut avouer en toute conscience, se retrouvent un peu partout. Une société moderne, la société anglaise ou française, connaît les mêmes problèmes angoissants, les luttes de classes, la lutte des nationalités. Je voudrais que mon peuple fût le meilleur de tous, que ses classes possédantes montrassent plus d'humanité que partout ailleurs, que ses hommes d'État fussent clairvoyants, supérieurs à tous... L'histoire est là pour me rappeler à l'ordre.

Et je relis cette parabole du *Livre des Pélerins* d'Adam Mickiewicz :

1. Une femme était tombée en léthargie et son fils appela des médecins.

2. Les médecins dirent tous : « Choisissez l'un d'entre nous pour la traiter. »

3. L'un des médecins dit : « Je la traiterai selon la méthode de Brown. » Mais les autres répondirent : « C'est une mauvaise méthode ; qu'elle reste plutôt en léthargie et meure que d'être traitée selon Brown. »

4. Le second dit : « Je la traiterai selon la méthode Hanemann. » Les autres répondirent : « Cette méthode est mauvaise ; qu'elle meure plutôt que d'être traitée selon Hanemann. »

5. Alors le fils de la femme dit : « Traitez-la de quelque façon que ce soit, pourvu que vous la guérissiez ! » Mais les médecins ne voulaient point s'accorder ; aucun ne voulait céder.

6. Le fils alors de douleur et de désespoir, s'écria : « O ma mère ! » Et la femme, à la voix de son fils, se réveilla et fut guérie.

C'est par des paroles de liberté, de progrès, de démocratie, de justice sociale, que les fils de la Pologne rappellent à une nouvelle vie leur Patrie enchaînée.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Autonomie économique de la Pologne.

Kelties : *The Statesman's Year Book* (1915). — Krzyzanovski et Kumaniecki (K.) : *Tables Statistiques de la Pologne* (pol.), Cracovie, 1915. — Zalenski : *Statistique comparée du Royaume de Pologne, 1876, 1901, 1913* (pol. Varsovie). — *Annuaire Statistique du Royaume de Pologne* (Varsovie, 1914, pol.). — Vidal de la Blache : *Tableau de la Géographie de la France* (Paris, 1903), pp. 7 suiv. — *Dictionnaire Géographique de la Pologne*, Tome VIII, p. 601 suiv. : (article *Pologne*, par l'éminent géographe polonais feu W. Nalkowski). — Bujak (Fr.) : *La Galicie*, 2 vol. (Cracovie, 1908-1910). — Daszynska-Golinska (Sophie) : *L'Indépendance économique de la Pologne* (pol.), Varsovie, 1915. — Szczepanski (A.) : *La Production industrielle de la Galicie en 1910* (pol.), Lwow, 1912 ; le même dans la *Revue Politique et Parlementaire*, 1914, tome LXXX, pp. 509-522. — Zukowski (Wl.) : *Les Bilans commerciaux du Royaume de Pologne* (pol.), Varsovie, 1900-1904. — Woycicki (A.) : *La Classe ouvrière dans la grande industrie du Royaume de Pologne* (Louvain, 1909). — Radziszewski (H.) : *La Banque de Pologne* (pol.), Varsovie, 1910. — Bielschowsky (Fanny) : *Textilindustrie des Lodzer Rayons*, (Leipsic, 1912). — Von Schultze-Gaevernitz : *Volkswirtschaftliche Studien aus Russland* (Leipsic, 1899). — Yanchull : *Rapport sur l'état de l'Industrie dans le Royaume de Pologne* (en russe), Pétrograd, 1888 ; le même, dans la revue russe : *Vyestnik Jewropy*, 1890. — Koszutski (St.) : *La Grande Industrie dans le Royaume de Pologne* (en pol.), Varsovie, 1901. — Verstraete (M.) : *La Russie Industrielle* (*étude sur l'Exposition de Nijni-Novgorod*), Paris, 1897. — *Die wirtschaftliche Lage Galiziens* (Six conférences faites par les professeurs polonais Bujak, Buzek,

Stefczyk, Twardowski, Zaranski), Leipsic, 1913. — Rymar : *L'Industrie pétrolifère de Galicie* (pol.), Cracovie, 1914. — Piechowski : *La Vistule comme voie commerciale* (dans la revue polonaise *Ekonomista*, 1915). — Keller (H.) : *Memel-Pregel-und Weichselstrom*, Tome III. p. 248 suiv. (Berlin, 1899). — Auerbach (Bertrand) : *La Vistule* dans les *Annales de Géographie*, Tome XIII, p. 234 suiv. (Paris). — Romer (E.) : *La Vistule* dans la revue polonaise *Kosmos*, 1902, pp. 61-120. — Sawicki (L.) : *L'Hydrographie de la Pologne*, dans la *Grande Encyclopédie Polonaise* publiée par l'Académie Polonaise de Cracovie (pol.), Cracovie, 1913, pp. 266 suiv.

II. — Les Luttes pour l'Indépendance.

Angeberg (Comte d'), (J.-L. Chodzko) : *Recueil des Traités et Actes diplomatiques concernant la Pologne, 1762-1862* (Paris, 1862). — Martens (F. de) : *Recueil des Traités et Conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères* (Pétrograd, 1883-1904), Tomes VI, X, XIII, XIV. — Czartoryski (A. Prince), *Mémoires et Correspondance avec Alexandre Ier*, éd. *française*, par Ch. de Mazade (Paris, 1887); éd. *anglaise*, par A. Gielgud (Londres, 1888). — Lelewel (J.) : *Histoire de Pologne* (Lille, 1844); le même, *Analyse et parallèle des trois Constitutions polonaises de 1791, 1807, 1815* (Arras, 1833). — Skarbek (Fr) : *Histoire du Duché de Varsovie* (pol.), Posen, 1860. — Handelsman (M.) : *Napoléon et la Pologne (1806-1807)*, Paris, Alcan 1908. — Rembowski (A.) : *La Vie Constitutionnelle dans le Duché de Varsovie* (pol.), Varsovie, 1906. — Zoltovski (St.) : *Les Finances du Duché de Varsovie* (allem.), Posen, 1890. — Skarbek (Fr.) : *Histoire du Royaume de Pologne* (pol.), Posen, 1877. — Askenazy (S.) : *V. Lukasinski* (pol.), Tomes I, II (Varsovie, 1908). — Mochnacki (M.) : *Essai historique et politique sur le Royaume de Pologne* (Paris, 1846). — Hofman (A.-K.) : *Coup d'œil historique sur le Royaume de Pologne* (Paris, 1834). — Askenazy (S.) : *Deux Siècles*, Tome II (pol.) : étude sur l'espionnage consulaire prussien en Pologne (Varsovie, 1902); le même : *Poland* (dans la *Cambridge Modern History*, Tome X, pp. 445-474). — *Correspondance de Nicolas Ier avec le G.-D. Constantin* (Recueil de la Société Historique Russe, Tomes 131 et 132). — Straszewicz (J.) : *Les Polonais et les Polonaises de la Révolution du 29 novembre 1830* (Paris, 1832-1837). — Limanowski (B.) : *Histoire de la Démocratie polonaise* (pol.), Zurich, 1901. — Feldman (W.) : *La Pensée Politique polonaise* (pol.), Tomes I, II (Cracovie, 1913). — Chodzko (L.) : *Les Massacres de*

Galicie et Cracovie confisquée par les Autrichiens en 1846 (Paris, 1861). — Sokolnicki (M.) : *Les Origines de l'Émigration polonaise en France* (Paris, 1910). — Mickiewicz (Adam) : *La Tribune des Peuples (1849)*, publié et précédé d'une Préface par Ladislas Mickiewicz (Paris, 1907). — *Annuaire des Deux-Mondes, 1859-1864* (Paris). — Klaczko (J.) : *Études de Diplomatie contemporaine* (Paris, 1866). — Dubiecki (M.) : *Romuald Traugut et sa dictature en 1863-1864* (pol.), Kijow (Kieff), 1912. — Kalinka (V.) : *La Galicie et Cracovie sous la domination autrichienne* (pol.), Cracovie, 1856. — Lozinski (B.) : *Essais sur l'histoire de la Galicie au* XIX[e] *siècle* (pol.), Lwow, 1913; le même : *La Diète des États en Galicie, 1815-1845* (pol.), Lwow, 1905.

III. — La Vie Politique en Pologne.

Buzek (J.) : *Histoire de la Politique prussienne en Posnanie* (pol.), Lwow, 1909. — Moysset (Henri) : *La Politique de la Prusse et les Polonais* (*Revue des Deux-Mondes*, 1908, nov.-déc. et dans *L'Esprit public en Allemagne*, Paris, Alcan 1911). — Bernus (Edmond) : *Polonais et Prussiens, de la résistance du peuple polonais aux exactions de la germanisation prussienne* (*Cahiers de la Quinzaine* de Ch. Péguy, 1907). — Jackovski (Th.) : *La Propriété paysanne en Posnanie au* XIX[e] *siècle* (allem.), Leipsic, 1914. — *Les Sociétés Coopératives polonaises de crédit*, rapport pour l'Exposition Urbaine de Lyon, 1914. — Szembek (Comte A.): *Les Associations économiques des Paysans polonais sous la domination prussienne* (Louvain, 1911). — Lozinski (B.) : *Agenor Goluchovski* (pol.), Lwow, 1900. — Feldman (W.) : *Les Partis politiques et leurs programmes en Galicie* (pol.), 2 vol. (Cracovie, 1907, 1908). — Ziemialkowski (Fl.) : *Mémoires* (pol. et allem.), Vienne, 1908. — Smolka (Fr.) : *Lettres à sa femme écrites en 1848 et 1849*, publiées par Stanislas Smolka (Lwow, 1912). — Leliwa (pseudonyme) : *Russie et Pologne*, (Paris, 1896). — Leroy-Beaulieu (Anatole) : *L'Empire des Tsars et les Russes*, 3[e] éd., tome I; le même : *Un Homme d'État russe* (Paris, 1880). — *La Grande Encyclopédie polonaise* paraissant à Varsovie, lettres *A-O* (1888-1912). — Les revues polonaises : *Atencum* (1876-1904), *Biblioteka Warszawska* (depuis 1842). — Askenazy (S.) : *Cent ans d'administration dans le Royaume de Pologne* (pol.), Lwow, 1903. — Krzeminski (St.) : *Vingt-cinq ans du régime russe en Pologne* (1861-1887), Lwow, 1888.

TABLE DES MATIÈRES

SAINT-DENIS — IMP. Ve BOUILLANT ET J. DARDAILLON.